

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2083

[2004/201746]

**22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 24, 26, 30 et 74;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret de la Communauté française du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 54, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002;

Vu l'arrêté du 9 octobre 1997 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, notamment les articles 2 et 85;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 16 décembre 2003 et le 23 février 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2003;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 5 février 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Titre I<sup>er</sup>. — Les dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> le décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2<sup>o</sup> l'arrêté du 4 juillet 1996 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

3<sup>o</sup> l'arrêté du 9 octobre 1997 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées;

4<sup>o</sup> la loi du 19 décembre 1974 : la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

5<sup>o</sup> l'arrêté du 12 juillet 2001 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées;

6<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre ayant la Politique des personnes handicapées dans ses attributions

7<sup>o</sup> l'Agence : l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

8<sup>o</sup> le Bureau régional : les bureaux créés en vertu de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

9<sup>o</sup> le Comité de gestion : le Comité de gestion de l'Agence institué par l'article 31 du décret;

10<sup>o</sup> le bénéficiaire :

a) toute personne handicapée telle que définie à l'article 2 du décret et dont la décision d'intervention de l'Agence conclut à la nécessité d'un accompagnement par un service d'accompagnement pour adultes;

b) tout enfant handicapé tel que défini à l'article 2 du décret, ses parents, sa famille et/ou son milieu de vie, et ce dès que le diagnostic du handicap a été établi, dont la décision d'intervention de l'Agence conclut à la nécessité d'un suivi par un service d'aide précoce;

11<sup>o</sup> l'intervenant : le travailleur du service qui intervient dans le processus d'accompagnement du bénéficiaire;

12<sup>o</sup> les services généraux : les services destinés à l'ensemble de la population et pouvant répondre aux besoins particuliers des bénéficiaires;

13<sup>o</sup> la transformation : la transformation de service visée à la section 2 du titre VIII de l'arrêté du 9 octobre 1997;

14<sup>o</sup> l'accompagnement : l'accompagnement, l'aide, le soutien et le suivi réalisés par les services d'aide précoce et les services d'accompagnement pour adultes;

15° le travail de réseau : le travail qui combine les deux logiques suivantes :

a) la logique qui s'articule autour du réseau personnel du bénéficiaire. Cette pratique incite le bénéficiaire à cultiver le lien avec son entourage, à se créer un réseau le plus ouvert et le plus varié possible;

b) la logique qui porte sur le réseau professionnel, composé de services et d'intervenants sociaux. Ce réseau est envisagé comme un outil au service de l'accompagnement. Une des formes caractéristiques de cette pratique est la mise en place de coordinations et de partenariats entre services;

16° le service d'aide précoce : le service agréé par l'Agence en vertu du présent arrêté qui dans le respect des principes énoncés à l'article 4 du décret et aux articles 3, 4 et 5 du présent arrêté, accompagne des bénéficiaires dès que le diagnostic du handicap est établi, et jusqu'à l'âge de 8 ans, ainsi que leur famille et/ou milieu de vie;

17° le service d'accompagnement pour adultes : le service agréé par l'Agence en vertu du présent arrêté et qui, dans le respect des principes énoncés à l'article 4 du décret et aux articles 3, 4 et 5 du présent arrêté, accompagne des bénéficiaires à partir de 18 ans;

18° le(...) service(...) : les services d'aide précoce et les services d'accompagnement pour adultes;

19° les services d'accompagnement : l'appellation des services d'accompagnement pour adultes avant l'entrée en vigueur du présent arrêté;

20° l'entité administrative : l'entité administrative telle que visée à l'article 2 de l'arrêté du 9 octobre 1997.

21° le cadastre de l'emploi : la liste du personnel établie par le service au terme de chaque année selon un modèle établi par l'Agence.

## Titre II. — Les principes généraux et les missions des services

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Principes généraux

**Art. 3.** L'accompagnement consiste, dans le respect des principes énoncés à l'article 4 du décret et aux articles 4 et 5 du présent arrêté, à favoriser la participation active et personnalisée des bénéficiaires à la réalisation de leurs projets et le développement de leur citoyenneté dans leur milieu de vie. Cette participation active est basée sur la mobilisation, la reconnaissance et la valorisation des compétences ou le développement du bénéficiaire.

L'objectif visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être poursuivi notamment sur les plans suivants : familial, social, culturel, scolaire, professionnel, formation, santé, loisirs.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'accompagnement respecte les principes suivants :

1° Il s'inscrit dans une recherche de qualité de vie en fonction du rythme de chaque personne;

2° Il favorise l'exercice des droits et des devoirs en lien avec la citoyenneté;

3° Il se réalise dans une pluralité de lieux, avec une pluralité d'acteurs, dans une démarche de partenariat;

4° Il s'inscrit dans une démarche de travail en réseau et renforce, dans une approche transversale des problématiques rencontrées par le bénéficiaire, les coordinations internes et externes;

5° Il concourt à remettre la question du handicap au cœur de la communauté en vue de mobiliser les ressources de celle-ci et d'entrer dans une réflexion portant sur une nouvelle façon de vivre ensemble.

§ 2. L'aide précoce respecte les principes suivants :

1° Au départ des demandes formulées par les parents ou les représentants de l'enfant, contribuer à l'élaboration d'un projet pour l'enfant, en cohérence avec sa réalité et qui tienne compte de ses repères socioculturels et familiaux, dans le respect de leurs convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses;

2° Veiller à ce que ce projet puisse, chaque fois que possible, se réaliser par un recours aux services généraux.

§ 3. L'accompagnement des adultes respecte les principes suivants :

1° Au départ des demandes formulées par la personne ou, si elle ne peut les formuler, par son représentant légal, par la personne qui en a la charge ou par son entourage : élaborer avec l'intéressé et, s'il échet, les personnes qui l'ont aidé à les formuler, un projet personnel correspondant à ses besoins et qui tienne compte de ses repères socioculturels et familiaux, dans le respect de ses convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses;

2° Veiller à ce que ce projet puisse, chaque fois que possible, se réaliser par un recours aux services généraux.

**Art. 5.** Le service garantit le respect de la vie privée, l'indépendance et la liberté de choix du bénéficiaire et/ou de son représentant légal.

Le service assure l'égalité des personnes handicapées. Il ne peut exiger du bénéficiaire ou de son représentant légal, à titre de condition à l'admission ou à l'accompagnement, le paiement d'aucune contribution financière autre que celle visée à l'article 83.

### CHAPITRE II. — Les missions des services

**Art. 6.** Les services apportent au bénéficiaire une information et un soutien personnalisé, coordonné avec son réseau tel que visé à l'article 2, 15°, afin de donner du sens et de la cohérence aux différentes interventions entreprises.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les services d'aide précoce ont pour mission générale :

1° d'apporter une aide éducative par des interventions, principalement individuelles, qui ont lieu essentiellement dans le milieu de vie, aux enfants atteints de handicap(s), mental ou physique ou sensoriel et ce, depuis le moment où le diagnostic du handicap est établi et jusqu'à l'âge de huit ans;

2° de fournir à la famille et au milieu de vie des enfants handicapés, une aide éducative, sociale et psychologique, afin de les rendre plus aptes à résoudre les difficultés liées au handicap et de favoriser ainsi le développement optimal de l'enfant dans son cadre naturel de vie;

3° de promouvoir la prévention et le dépistage des handicaps de toute nature avant, pendant et après la grossesse, et de s'associer ou de collaborer à toute initiative ayant cet objet.

Les services d'aide précoce peuvent aussi développer des actions collectives ou un travail communautaire visant notamment à la formation et l'information des parents et des différents milieux de vie de l'enfant : crèche, école,...

§ 2. Les services d'accompagnement pour adultes remplissent les trois missions suivantes :

- 1° Ils assurent un accompagnement individualisé;
- 2° Ils développent un travail communautaire;
- 3° Ils peuvent susciter, formuler et élaborer des réponses collectives à des besoins individuels;

Ils rencontrent ces missions en :

- 1° Etant des lieux d'écoute, d'information et de clarification de la demande;
- 2° Proposant un accompagnement respectueux du contexte de vie socio-culturel et familial du bénéficiaire;
- 3° Développant des actions d'orientation, en concertation avec les bénéficiaires, vers des réponses plus adéquates;
- 4° Orientant la personne handicapée vers les services qui peuvent lui être utiles sans se substituer à l'action de ceux-ci;
- 5° Développant des actions de prévention en matière de handicaps conformément au décret du 6 avril 1995;
- 6° Informant et en sensibilisant d'autres services ou groupements.

**Art. 8.** Le travail communautaire visé à l'article 7 consiste à développer une dynamique de réseau et de participation des différents acteurs intervenant dans la vie du bénéficiaire. Cette dynamique tend à créer des synergies, à influencer le rôle des autorités et des services, à générer des compétences et ressources à long terme qui favorisent l'intégration des bénéficiaires.

Les services développent notamment les modes d'action suivants :

- 1° Ils mobilisent les groupes et les personnes prêts à participer au processus de participation des bénéficiaires à la vie sociale.
- 2° Ils participent à une sensibilisation au handicap et aux pratiques d'accompagnement auprès des professionnels, de toute personne en relation avec la personne handicapée et vis-à-vis de la Communauté.
- 3° Ils favorisent la mise en place de coordinations et de partenariats entre les services et avec le tissu associatif et les autorités publiques.

### Titre III. — L'agrément des services

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Types d'agrément*

**Art. 9.** Selon les bénéficiaires accompagnés et les missions qu'ils remplissent, les services sont agréés en tant que service polyvalent ou spécifique.

**Art. 10.** Le service polyvalent accompagne les bénéficiaires qui présentent tout type de handicap, les aidant dans la globalité de leurs demandes ou besoins.

**Art. 11.** Le service spécifique accompagne des bénéficiaires qui présentent un ou plusieurs handicaps définis, les aidant dans la globalité de leurs demandes ou besoins.

Il assure également, sur l'ensemble du territoire de langue française de la Région wallonne, une mission de support, de formation et de référence pour tout service.

Le service spécifique peut aussi contribuer à la recherche en matière d'aide précoce ou d'accompagnement d'adulte relative au(x) handicap(s) qui le concerne(nt)

#### CHAPITRE II. — *Procédures.*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — La demande de premier agrément*

**Art. 12.** La demande de premier agrément est adressée à l'Agence par lettre recommandée à la Poste. Elle est accompagnée des documents et renseignements suivants :

- 1° le type d'agrément sollicité;
- 2° le projet du service ainsi que le mode d'élaboration et de suivi des projets d'accompagnement individuels;
- 3° l'identité du directeur du service, son certificat de bonne vie et mœurs daté de moins de trois mois ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 52;
- 4° une copie des diplômes et certificats du directeur ainsi que l'attestation justifiant une expérience exigés à l'annexe 2;
- 5° si le service est constitué sous la forme juridique d'une A.S.B.L. ou d'une fondation, une copie des statuts coordonnés tels qu'ils sont déposés devant les instances compétentes;
- 6° le numéro d'affiliation à l'O.N.S.S. ou à l'O.N.S.S.-APL du service et, pour les A.S.B.L., le numéro d'inscription au registre national;
- 7° en cas de transformation, l'avis, pour le secteur privé, du conseil d'entreprise ou de la délégation syndicale compétente ou, pour le secteur public, du comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974.

**Art. 13.** Dans les trente jours de l'envoi de la demande de premier agrément, l'Agence adresse au demandeur, sous pli recommandé à la Poste, un avis de réception du dossier, si celui-ci est complet. Si le dossier n'est pas complet, l'Agence en informe le demandeur dans les mêmes conditions et précise, à cette occasion, par quelles pièces le dossier doit être complété.

L'Agence instruit le dossier et le comité de gestion de l'Agence statue dans un délai de deux mois à dater de la réception du dossier complet de la demande de premier agrément.

*Section 2. — La demande de renouvellement de l'agrément*

**Art. 14.** La demande de renouvellement est introduite auprès de l'Agence par lettre recommandée à la Poste au plus tard six mois avant l'expiration de la validité de l'agrément. Le délai de six mois est réduit à deux mois si l'agrément est accordé pour une durée inférieure ou égale à sept mois.

**Art. 15.** La demande est accompagnée des documents prévus à l'article 12, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>. Si des modifications ont été apportées aux autres documents exigés à l'article 12, ceux-ci sont joints.

Les rapports annuels d'évaluation de l'activité visés à l'article 38 et rédigés depuis le dernier agrément sont également annexés à la demande.

**Art. 16.** Les services d'inspection de l'Agence évaluent le respect par le service des différentes conditions et normes d'agrément visées au titre IV. Les évaluations des services d'inspection sont adressées aux membres du Comité de gestion aux fins de l'éclairer dans sa décision.

**Art. 17.** Le service reste provisoirement agréé jusqu'à la décision du Comité de gestion.

*Section 3. — La décision de premier agrément et de renouvellement d'agrément*

**Art. 18.** Le Comité de gestion apprécie les éléments du dossier de demande de premier agrément.

**Art. 19.** Lors du renouvellement, le Comité de gestion de l'Agence prend sa décision sur base des différents éléments du dossier et du rapport d'évaluation prévu à l'article 16.

**Art. 20.** La décision de l'Agence mentionne :

1<sup>o</sup> la date de début et de fin d'agrément;

2<sup>o</sup> le type d'agrément;

3<sup>o</sup> le volume théorique d'heures d'accompagnement accordé pour une année civile et défini conformément au chapitre III du présent titre;

4<sup>o</sup> le nombre minimum de dossiers individuels devant être gérés sur une année civile.

**Art. 21.** L'agrément est accordé pour une période de trois mois à trois ans maximum. Il peut être renouvelé.

*Section 4. — Dispositions particulières*

**Art. 22.** Lorsqu'il constate que l'une ou plusieurs des conditions et normes d'agrément visées au titre IV ne sont pas ou plus respectées, le Comité de gestion, lors du renouvellement ou à tout autre moment, peut, après audition des responsables du service, maintenir conditionnellement, suspendre ou retirer l'agrément ou réduire le nombre d'heures et de dossiers agréés.

En cas de maintien conditionnel, la décision doit être assortie d'obligations qui devront être remplies par le service dans un délai déterminé, à l'issue duquel le comité de gestion peut décider de suspendre ou retirer l'agrément ou de réduire le nombre d'heures et de dossiers agréés.

**Art. 23.** Le Comité de gestion peut également, pour une durée qui ne peut être supérieure à deux ans, conditionner le maintien ou le renouvellement de l'agrément à l'instauration d'un "comité d'accompagnement" chargé d'aider le service à satisfaire aux conditions d'agrément.

Le comité d'accompagnement est composé au minimum d'un représentant de l'Agence, d'un expert désigné par le Comité de gestion en fonction de sa compétence relative au problème existant, d'un représentant des pouvoirs organisateurs et d'un représentant des organisations représentatives des travailleurs. Si, au terme du délai fixé, le service ne satisfait toujours pas aux conditions d'agrément, l'Agence applique une des mesures prévues à l'article 22.

**Art. 24.** Lors de la fermeture d'un service consécutive à un retrait d'agrément, l'Agence veille à solliciter la collaboration de tout service pour assurer l'accompagnement urgent des personnes handicapées.

*CHAPITRE III. — La détermination et la modification du volume théorique d'heures d'accompagnement et du nombre minimum de dossiers individuels*

*Section 1<sup>re</sup>. — La détermination du volume théorique d'heures d'accompagnement et du nombre minimum de dossiers individuels*

**Art. 25.** Le service existant avant la date d'application du présent arrêté, fait l'objet d'un premier agrément sur base du titre III, dans le cadre duquel un volume théorique d'heures d'accompagnement est déterminé ainsi qu'un nombre minimum de dossiers individuels.

Le même cadre est déterminé pour les services qui viendraient à être agréés par la suite.

**Art. 26.** Le volume théorique d'heures d'accompagnement résulte de la multiplication du nombre d'équivalents temps plein théoriques affecté aux missions d'accompagnement (ETPa) par 1 600 heures.

Ce nombre d'équivalents temps plein théorique affecté aux missions d'accompagnement (ETPa) est obtenu en soustrayant le quota d'équivalent temps plein de personnel hors intervention déterminé à l'annexe 4 (ETPhi) du nombre d'équivalents temps plein théoriques total (ETPt).

Le nombre total d'équivalents temps plein théorique (ETPt) est obtenu en divisant la subvention annuelle de personnel visée à l'article 73 par le barème de référence, à l'ancienneté moyenne du personnel affecté au service lors du premier agrément. Ce barème, visé à l'annexe 3 est augmenté d'un coefficient de charges patronales de 54,15 %.

L'ancienneté moyenne est déterminée sur base d'une liste nominative du personnel affecté au service existant ou du personnel prévu pour le service à créer.

L'ancienneté retenue est celle observée pour ces personnes dans la dernière liste du personnel en possession de l'Agence.

Pour celles ne figurant pas sur la dite liste, l'ancienneté moyenne est déterminée par l'Agence sur base d'éléments probants fournis par le service. A défaut, l'ancienneté de départ est déterminée forfaitairement à 10 ans.

Le volume de prestation retenu dans le calcul de l'ancienneté pécuniaire du travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière tel que visée au point V de l'annexe VI est celui dont il bénéficiait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

Le volume de prestation rémunéré du travailleur engagé pour remplacer le travailleur qui réduit ses prestations d'un temps plein à un mi-temps dans le cadre de cette disposition, n'est pas pris en considération.

**Art. 27.** Le nombre minimum de dossiers individuels pour lequel le service est agréé s'obtient en multipliant le nombre d'équivalents temps plein théorique affecté aux missions d'accompagnement (ÉTPa) par 20.

**Art. 28.** Les services agréés comme services spécifiques s'adressant à des personnes présentant un handicap auditif ou visuel bénéficient d'une subvention complémentaire destinée à permettre l'engagement d'un personnel supplémentaire à 0,5 équivalent temps plein.

La subvention destinée à ces frais de personnel est calculée selon les modalités prévues à l'article 26.

Ce 0,5 équivalent temps plein n'est pas pris en compte dans le calcul du nombre minimum de dossiers individuels prévus à l'article 27.

#### *Section 2. — La modification du volume théorique d'heures d'accompagnement et du nombre minimum de dossiers individuels*

**Art. 29.** Le volume théorique d'heures d'accompagnement et le nombre de dossiers individuels peuvent être modifiés soit par le Comité de gestion de l'Agence après application des dispositions des articles 25, 26 et 27, soit sur base de l'observation du nombre de dossiers individuels gérés par le service.

**Art. 30.** En cas de décision du Comité de gestion de l'Agence en vertu des dispositions visées à l'article 22, la subvention annuelle, le nombre d'équivalents temps plein théorique ainsi que le nombre de dossiers individuels que le service est tenu de gérer, sont réduits en fonction du volume théorique d'heures d'intervention déterminé par le Comité de gestion.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Si au terme d'une première période d'observation de deux années civiles complètes qui suivent l'année du premier agrément, la moyenne du nombre de dossiers individuels, arrondie à l'unité supérieure, est inférieure au nombre fixé à l'article 27, les subventions annuelles et le nombre d'équivalents temps plein théorique, le volume théorique d'heures d'intervention et le nombre de dossiers minimum sont réduits en proportion.

§ 2. Les périodes d'observation suivantes durent trois ans.

§ 3. La réduction s'opère un an après la période d'observation.

**Art. 32.** La moyenne du nombre de dossiers est obtenue en additionnant le nombre de dossiers en cours durant chacune des années que compte la période d'observation, divisé par le nombre d'années contenues dans cette même période d'observation.

### CHAPITRE IV. — *Les recours*

**Art. 33.** Dans les trente jours de la notification des décisions prises en vertu du présent titre, un recours peut être introduit auprès du Ministre par lettre recommandée à la Poste.

**Art. 34.** Le requérant ou son conseil ainsi que l'Agence ou son délégué sont, à leur demande, entendus par le Ministre ou son délégué.

**Art. 35.** Le recours a un effet suspensif, sauf s'il est dirigé contre une décision de refus de premier agrément.

**Art. 36.** Le Ministre statue dans un délai de trois mois à dater de la réception du recours. La décision est notifiée au requérant et à l'Agence.

### Titre IV. — Les conditions et normes d'agrément

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Les normes*

**Art. 37.** Le travail d'accompagnement des bénéficiaires se réalise conformément aux principes énoncés aux articles 3, 4 et 5.

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Le projet du service*

**Art. 38.** Le projet du service est élaboré sur base du canevas repris à l'annexe 1<sup>re</sup> en suscitant la collaboration de l'équipe des intervenants. Ce projet est soumis :

1° pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé : au conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale;

2° pour les services gérés par un pouvoir organisateur public : au comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974, ou à défaut, aux organisations syndicales représentatives des travailleurs.

Ce projet est remis à jour au minimum lors de chaque demande de renouvellement de l'agrément.

Le service procède à l'évaluation de son activité au moins une fois par an.

Le projet du service, ses mises à jour et le rapport annuel d'évaluation de l'activité du service sont portés à la connaissance de tous les membres du service et mis à leur disposition en permanence.

**Art. 39.** Le service met en œuvre les moyens qui concourent à la réalisation des objectifs contenus dans le projet du service.

#### *Section 2. — Le contrat d'accompagnement*

**Art. 40.** Un contrat d'accompagnement est conclu par écrit entre le service et le bénéficiaire ou son représentant légal. L'accord écrit du bénéficiaire âgé d'au moins 14 ans est requis.

**Art. 41.** Le contrat d'accompagnement reprend au moins les mentions suivantes :

1° l'identité des parties;

2° les objectifs généraux poursuivis par le travail d'accompagnement;

3° la mention qu'un projet d'accompagnement sera élaboré par le service en collaboration avec le bénéficiaire, avec sa famille lors d'un accompagnement par un service d'aide précoce et, s'il échet, avec les autres parties signataires du contrat d'accompagnement;

4° la date de début et de fin du contrat d'accompagnement;

5° une mention explicite précisant que le bénéficiaire et/ou sa famille seront invités à participer au processus d'évaluation de l'accompagnement;

6° le montant de la part contributive;

7° la personne physique ou morale qui répond du paiement et de son mode de règlement;

8° les modalités de résiliation de la convention;

9° l'adresse de l'Agence à laquelle le bénéficiaire et/ou sa famille peut adresser toute critique, plainte ou réclamation.

**Art. 42.** Le bénéficiaire et/ou son représentant légal ont le droit d'être informés en temps utile sur toutes questions les concernant et relatives au travail d'accompagnement.

#### *Section 3. — Le projet d'accompagnement du bénéficiaire*

**Art. 43.** Le projet d'accompagnement visé à l'article 41, 3° est élaboré dans les trois mois à dater de l'admission du bénéficiaire et comporte au moins les éléments suivants :

1° un volet informatif relatif au bénéficiaire et à ses demandes;

2° un volet projectif précisant au minimum :

la manière dont le processus d'accompagnement se déroulera au regard des demandes et des besoins identifiés;

les services généraux dont la collaboration sera sollicitée;

3° un volet évaluatif relatif aux demandes et à l'actualisation du processus d'accompagnement.

**Art. 44.** Le projet d'accompagnement est signé par le service et le bénéficiaire ou son représentant légal. La signature du bénéficiaire âgé d'au moins 14 ans est requise.

Il fait alors partie intégrante du contrat d'accompagnement et est joint au dossier que le service tient pour chaque bénéficiaire.

Les prestations individuelles sont reprises dans ce dossier. Elles mentionnent la date et le descriptif succinct de la prestation.

#### *Section 4. — De l'agenda du service*

**Art. 45.** Le service tient un agenda centralisant les activités journalières des membres de l'équipe.

#### *Section 5. — Les qualifications du personnel*

**Art. 46.** Le personnel des services doit répondre aux normes de qualification prévues à l'annexe 2.

Le service tient à disposition de l'Agence les copies (...) des diplômes, certificats et attestations exigés des membres du personnel.

Les membres du personnel doivent fournir au service, lors de leur engagement, un certificat de bonne vie et mœurs exempt de condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles incompatibles avec la fonction.

**Art. 47.** Pour les services d'accompagnement pour adultes, l'équipe doit être composée d'un personnel rémunéré comportant des travailleurs appartenant à au moins deux des trois catégories de personnel suivantes : personnel éducatif, personnel social, personnel paramédical.

Pour les services d'aide précoce, l'équipe doit être composée d'un personnel rémunéré comportant au moins un psychologue ou un psychopédagogue et au moins un travailleur appartenant à l'une des catégories de personnel suivantes : personnel éducatif, personnel social, personnel paramédical.

#### *Section 6. — La formation du personnel*

**Art. 48.** S'appuyant sur le projet du service visé à l'article 38, le service établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur deux années.

Ce plan, construit à l'issue d'un débat entre les acteurs concernés, détermine les objectifs poursuivis. Il décrit les liens entre l'environnement global du service, la dynamique du projet du service et le développement des compétences du personnel. Il définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects.

Pour ce qui concerne le personnel des services relevant des pouvoirs locaux et des provinces, le plan de formation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'inscrit dans le plan de formation établi à l'initiative du conseil régional de la formation créé par le décret du 6 mai 1999 portant création du conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie.

#### *Section 7. — La personne morale*

**Art. 49.** Le service doit être géré par un pouvoir public, une association sans but lucratif ou une fondation créée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales et les fondations.

**Art. 50.** Lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif, celle-ci ne peut comporter des membres du personnel ou des personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au 3<sup>e</sup> degré, à concurrence de plus d'1/5 de ses membres (...).

**Art. 51.** Lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif, son conseil d'administration ne peut comprendre des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil d'administration, ni des personnes faisant partie du personnel du service, et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

*Section 8. — La gestion du service*

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. Le service satisfait aux conditions suivantes :

1° posséder une autonomie technique, budgétaire et comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de sa mission que le contrôle de celle-ci par l'Agence. L'autonomie technique, comptable et budgétaire peut éventuellement être obtenue via l'une entité administrative auquel le service appartiendrait;

2° être dirigé par un directeur, personne physique rémunérée pour cette fonction et habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité administrative visée au point 1°, la gestion journalière du service, en ce qui concerne au minimum :

- a) la mise en œuvre et le suivi du projet pédagogique;
- b) la gestion du personnel;
- c) la gestion financière;
- d) l'application des réglementations en vigueur;
- e) la représentation du service dans ses relations avec l'Agence;
- f) la conclusion de conventions avec les établissements scolaires et les services généraux.

§ 2. Le directeur est, en outre, en mesure d'assurer en permanence la direction effective du service. S'il n'est pas présent durant les activités prévues dans le cadre des projets d'accompagnement, un membre du personnel délégué à cet effet doit être en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et répondre aux demandes tant internes qu'externes.

§ 3. En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur, l'Agence invite, par lettre recommandée et dans le délai qu'elle précise, le pouvoir organisateur à prendre les dispositions qui s'imposent.

A défaut, l'Agence saisit le Comité de gestion qui statue conformément aux dispositions prévues à l'article 22.

*Section 9. — La gestion administrative et comptable*

**Art. 53.** Sans préjudice des dispositions visées à l'article 27 du décret, le service transmet, à la demande de l'Agence, tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle, notamment les comptes annuels, les documents nécessaires au calcul des différentes subventions ainsi que le plan de formation visé à l'article 48.

**Art. 54.** Le service communique le bilan social tel que défini par l'arrêté royal du 4 août 96 relatif au bilan social, les comptes annuels, le bilan des activités ainsi que le plan de formation visé à l'article 48 :

1° pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé : au conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale;

2° pour les services gérés par un pouvoir organisateur public : au comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974, ou à défaut, aux organisations syndicales représentatives des travailleurs.

**Art. 55.** Le service mentionne la référence de l'agrément par l'Agence sur tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service.

**Art. 56.** Le service tient une comptabilité conforme à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

**Art. 57.** La teneur et la présentation du plan comptable minimum normalisé correspondent à celle du schéma complet des comptes annuels avec bilan, comptes de résultats et annexes conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

Les intitulés et numéros de comptes appropriés à l'activité des services sont communiqués par l'Agence aux services.

**Art. 58.** Les interventions financières sollicitées en vertu de l'article 83 auprès des bénéficiaires ou de leur représentants légaux doivent impérativement être comptabilisées au titre de récupérations de frais relatifs aux comptes 6010, 6011, 6012, 613, 61601 et 644 visés au plan comptable transmis par voie de circulaire aux services.

Dans le cadre du contrôle de l'utilisation des subventions, ces interventions sont déduites du montant des charges correspondantes.

De même, les subventions versées aux services par les pouvoirs publics ou par des œuvres que ces pouvoirs subventionnent, sont déduites des charges correspondantes imputées valablement dans l'exercice. Il n'est tenu compte desdites subventions que dans la mesure où elles sont allouées pour couvrir les dépenses considérées pour la détermination de la subvention.

**Art. 59.** Le bilan de départ de chaque service est soumis à l'Agence dans les six mois de la publication au *Moniteur belge* de l'extrait de leur décision d'agrément.

**Art. 60.** Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'Agence au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice comptable.

Ils doivent être accompagnés des comptes annuels consolidés de l'entité juridique dont le service fait partie ou auquel il est lié par un contrôle ou une direction unique au sens des articles 5 et 10 du code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 99.

L'exercice comptable correspond à l'année civile.

**Art. 61.** Dans le cas où des prestations sont effectuées par une association juridiquement distincte mais néanmoins liée au service par un contrôle ou une direction unique au sens des articles 5 et 10 du Code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 99, les prestataires actent leur présence au registre prévu à cet effet.

*Section 10. — Les assurances*

**Art. 62.** Préalablement à tout accompagnement, le service souscrit à une police d'assurance :

1° couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il doit répondre pour tout dommage survenu à un bénéficiaire ou causé par celui-ci. L'assurance doit préciser que le bénéficiaire garde la qualité de tiers et couvrir les dommages jusqu'à concurrence d'un minimum de 2.479.000 euros pour les dommages corporels et de 247.900 euros pour les dommages matériels, par sinistre. La police d'assurance doit prévoir, le cas échéant, que sont couvertes les activités collectives se déroulant dans les locaux du service;

2° couvrant tout dommage causé par un bénéficiaire qui ne mettrait pas en cause sa responsabilité civile ou tout dommage dont il aurait été victime pendant l'accompagnement. Dans ce cas, l'assurance doit couvrir le décès d'un montant minimum de 2.479 euros, l'incapacité permanente à concurrence d'un montant minimum de 12.394 euros et les frais de traitement à concurrence d'un montant minimum de 2.479 euros.

*Section 11. — Les obligations relatives aux bâtiments et aux installations*

**Art. 63.** Les bâtiments et installations doivent présenter des conditions d'accessibilité en rapport avec le handicap des bénéficiaires.

*CHAPITRE II. — Le contrôle*

**Art. 64.** Les services de l'inspection ont pour mission de vérifier le respect des conditions et normes d'agrément. Ils procèdent périodiquement à l'évaluation de la mise en œuvre des projets de service. Pour ce faire, ils évaluent en collaboration avec les services et les équipes éducatives les méthodes de travail, la qualité des services, prestations et la mise en place des projets d'accompagnement. Ils vérifient l'existence et la mise à jour de ceux-ci.

Les services d'inspection s'assurent du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions et des obligations imposées en matière de comptabilité.

**Art. 65.** Les services d'inspection assurent également une fonction de conseil auprès des services et des équipes des intervenants.

Les remarques et conclusions des différentes inspections, positives ou négatives, sont transmises aux pouvoirs organisateurs et aux directions à qui il revient d'en informer le conseil d'entreprise et (ou) la délégation syndicale ou le comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974.

*Titre V. — La politique d'admission*

**Art. 66.** § 1<sup>er</sup> Les services ne peuvent accompagner les bénéficiaires que pour autant que ceux-ci soient en possession soit :

1° de la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 21 du décret qui conclut à la nécessité d'un accompagnement;

2° de la décision provisoire visée à l'article 15 de l'arrêté du 4 juillet 1996;

3° de la décision d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région linguistique de langue française.

§ 2. Dans l'attente d'une des décisions visées au § 1<sup>er</sup>, l'Agence peut autoriser le service à accompagner temporairement un bénéficiaire si celui-ci ou son représentant légal a déjà introduit une demande individuelle d'intervention sollicitant un accompagnement et moyennant la production dans les trois mois d'un des documents suivants :

1° un document provenant d'une autre administration prouvant l'existence d'un handicap;

2° une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire d'un centre agréé visé à l'article 39 de l'arrêté du 4 juillet 1996;

3° une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire indépendante du service et composée au moins d'un médecin, d'un psychologue, et d'un travailleur social ou paramédical;

4° une décision d'intervention de l'Agence en accueil ou en accueil et hébergement.

5° Pour les services d'aide précoce uniquement : la production d'un document délivré selon le cas par :

a) un service hospitalier agréé,

b) un service reconnu par l'Institut national d'Assurance Maladie Invalidité, un médecin, un service de consultation de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

La production d'un de ces documents ne préjuge pas de la décision qui résultera de l'analyse du dossier de base.

§ 3. La date de décision de l'Agence autorisant l'accompagnement ne peut être antérieure ni à la date à laquelle la demande a été envoyée par recommandé au Bureau régional compétent de l'Agence, ni à la date d'entrée dans le service.

§ 4. Lorsque le bénéficiaire bénéficie déjà d'une autre intervention prévue par l'arrêté du 9 octobre 1997, la communication de données pluridisciplinaires complémentaires pour l'intervention prévue par le présent article n'est pas obligatoire.

**Art. 67.** Les services communiquent, dans les trois jours, au Bureau régional compétent de l'Agence, les avis d'ouverture et de fermeture des dossiers des bénéficiaires qu'ils accompagnent.



**Art. 68.** Le dossier du bénéficiaire ne peut être pris en compte dans le nombre de dossiers minimum visé à l'article 27 si l'Agence ne conclut pas à la nécessité d'un accompagnement.

**Art. 69.** Une dérogation relative à l'âge des bénéficiaires peut être accordée par l'Agence sur base d'un projet individuel.

**Art. 70.** L'Agence intervient en faveur d'un bénéficiaire pour son accompagnement par un seul service.

Le cumul est néanmoins autorisé pour un bénéficiaire qui fréquente :

- 1° un service d'aide précoce ou d'accompagnement pour adultes et un placement familial;
- 2° un service d'aide précoce ou d'accompagnement pour adultes et un centre de réadaptation fonctionnelle;
- 3° un service d'accompagnement pour adultes et un centre de formation professionnelle;
- 4° un service d'accompagnement pour adultes et une entreprise de travail adapté.

L'Agence peut également autoriser le cumul avec une prise en charge ou un accompagnement assuré par une autre structure sur base d'un projet individuel.

#### Titre VI. — Les plaintes

**Art. 71.** Toute plainte relative à l'accompagnement est adressée par courrier à l'Agence qui en accuse réception dans les dix jours. L'Agence en informe sans délai le pouvoir organisateur. Elle procède à l'instruction de la plainte dans un délai maximum de six mois. Elle informe le plaignant, la direction et le pouvoir organisateur du service de la suite réservée à cette plainte.

#### Titre VII. — Le subventionnement

##### CHAPITRE I<sup>er</sup> — Dispositions générales

**Art. 72.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires, il est accordé aux services :

- 1° une subvention annuelle de personnel;
- 2° une subvention annuelle de fonctionnement;
- 3° un supplément pour ancienneté pécuniaire;

4° un complément à la subvention annuelle destiné à financer la revalorisation barémique prévue par l'accord non-marchand wallon.

§ 2. Le total des subventions résultant des dispositions du présent arrêté est réduit de l'équivalent du montant éventuel versé par le Fonds pour l'Emploi à l'Office national de Sécurité sociale en compensation de la subvention de l'allocation visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 septembre 1989 tendant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

##### CHAPITRE II. — Le calcul des subventions annuelles

**Art. 73.** § 1<sup>er</sup>. Les services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes existant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté voient les montants de leur subvention de fonctionnement et de personnel de l'exercice en cours maintenu.

Leur subvention de personnel sera augmentée de manière à ce qu'elle permette de financer 2,5 équivalents temps plein théoriques (ETPt) au barème de référence visé à l'annexe 3.

Le barème de référence visé à l'alinéa précédent tient compte :

- a) de l'ancienneté moyenne du personnel du service déterminée sur base des dispositions de l'article 26;
- b) d'un coefficient de charges patronales de 54,15 %.

§ 2. Si leur agrément est augmenté suite à une transformation visée à l'article 85, 5°, d) de l'arrêté du 9 octobre 97, ces subventions sont complétées par le reliquat calculé sur base des dispositions de l'article 23, § 3, dudit arrêté.

85 % de ce reliquat est affecté à la subvention de personnel, le solde à la subvention de fonctionnement.

§ 3. Pour les services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes créés à partir de la date d'application du présent arrêté suite à une transformation visée à l'article 85, 5°, d) de l'arrêté du 9 octobre 97, le montant des subventions visées au § 1<sup>er</sup> correspond au reliquat calculé en vertu des dispositions de l'article 23, § 3, dudit arrêté.

Dans tous les cas, la transformation doit être réalisée de manière à ce que la subvention de fonctionnement soit de 18.407,93 € rattachés à l'indice pivot 126,83 du 1<sup>er</sup> juillet 2000 et que le solde, représentant la subvention de personnel, permette de financer au moins 2,5 équivalents temps plein théoriques (ETPt) au barème de référence visé à l'annexe 3.

Le barème de référence visé à l'alinéa précédent tient compte :

- a) de l'ancienneté moyenne du personnel du service déterminée sur base des dispositions de l'article 26;
- b) d'un coefficient de charges patronales de 54,15 %.

**Art. 74.** Le Gouvernement détermine le montant de la subvention des services qui sont créés ou pour lesquels est autorisé une extension en vertu des dispositions du titre IX.

**Art. 75.** Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 22, les subventions annuelles sont déterminées pour des périodes de trois ans au terme desquelles sont appliquées le cas échéant les dispositions visées à l'article 31.

**Art. 76.** La subvention annuelle est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution par mensualités.

Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

CHAPITRE III. — *Le supplément pour ancienneté pécuniaire*

**Art. 77.** § 1<sup>er</sup>. Un supplément de subvention de personnel est octroyé aux services dont l'ensemble du personnel a, au terme de l'année d'attribution, une ancienneté pécuniaire moyenne supérieure à celle déterminée à l'article 26.

§ 2. Au terme de chaque année d'attribution, le service transmet par pli recommandé à l'Agence pour le 31 mars au plus tard, le cadastre de l'emploi.

Sauf cas de force majeure, le non-respect de ce délai, cachet de la poste faisant foi, est sanctionné comme suit :

1° une pénalité égale à 1/1000<sup>e</sup> de la subvention annuelle à recevoir est appliquée par jour de retard;

2° sans préjudice de cette pénalité, l'Agence adresse, au plus tard le 21<sup>e</sup> jour de retard, un rappel par lettre recommandée;

3° si le formulaire d'enquête n'est pas parvenu dans les 10 jours de l'envoi recommandé de rappel, la subvention annuelle du service est fixée à 90 % du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice et ce, au prorata du nombre de dossiers agréés.

L'ancienneté pécuniaire à prendre en considération pour chaque membre du personnel est celle à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume de prestations rémunérées. Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant cette date, l'ancienneté pécuniaire à prendre en compte est celle à laquelle il peut prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi année d'ancienneté.

§ 3. Le supplément est accordé à concurrence du nombre d'équivalents temps plein théoriques (ETPt) multiplié par la différence entre le barème de référence visé à l'annexe 3 à l'ancienneté observée et ce même barème à l'ancienneté moyenne du personnel affecté au service lors du premier agrément.

**Art. 78.** Lorsqu'il est accordé la première fois, le supplément est liquidé automatiquement pour l'année suivante sous forme d'avance.

Si cette ancienneté est inférieure à celle qui a servi de base à l'octroi des avances, le supplément octroyé est rectifié.

CHAPITRE IV. — *Le supplément destiné à financer la revalorisation des salaires du personnel prévue par l'accord non marchand*

**Art. 79.** La subvention annuelle de personnel fait l'objet d'un supplément destiné à financer la revalorisation des salaires du personnel prévue par l'accord cadre du 16 mai 2000 selon la procédure définie dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

CHAPITRE V. — *Le contrôle de la subvention annuelle*

**Art. 80.** § 1<sup>er</sup>. Si le total des heures prestées par le personnel d'accompagnement est inférieur au nombre d'heures pour lequel le service est agréé, l'Agence lui notifie le montant de la somme à récupérer en application de l'article 57 des lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat.

Le retrait est effectué à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la date de notification.

§ 2. Si le montant total des charges admissibles est inférieur aux subventions correspondantes, la différence est récupérée au moment du contrôle de l'utilisation des subventions par l'Agence déduction faite des récupérations visées au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 81.** Les charges admissibles sont précisées aux annexes 5 et 6.

**Art. 82.** L'Agence procède après notification, à la rectification et à la récupération d'office des subventions allouées sur base de déclarations inexactes ou dont l'utilisation s'avère injustifiée.

La rectification et la récupération s'effectuent le deuxième mois qui suit celui au cours duquel elles ont été notifiées et peuvent faire l'objet d'un plan d'apurement.

Les services disposent d'un délai de trente jours calendrier, cachet de la poste faisant foi, pour contester toute rectification ou récupération notifiées sur base du présent arrêté.

Les services peuvent introduire une demande de révision de la subvention dans le délai de trente jours calendrier à partir de la prise de connaissance d'une information, de nature à remettre en cause le montant de la subvention, qu'il ne possédait pas lorsque celle-ci a été notifiée.

Il revient alors au service d'apporter la preuve de la date à laquelle il a été mis en possession de ladite information.

Titre VIII. — *La part contributive des bénéficiaires*

**Art. 83.** Les services sont autorisés à réclamer aux bénéficiaires une part contributive qui ne peut excéder 25 euros par mois rattachés à l'indice pivot 119,53 du 1<sup>er</sup> mai 1996.

Les services peuvent réclamer en supplément à la part contributive les frais exposés en vue d'une activité spécifique qu'ils organisent ou liés à des besoins particuliers du bénéficiaire en vue d'assurer son bien-être et son épanouissement personnel.

Ce supplément, lorsqu'il est sollicité par le service, doit recevoir l'aval du bénéficiaire ou de son représentant légal.

## Titre IX. — De la programmation

**Art. 84.** Un service d'aide précoce polyvalent couvre une zone d'au moins huit mille enfants de moins de 8 ans.

Un service d'accompagnement pour adultes polyvalent couvre au moins 50 000 habitants.

Les commissions subrégionales de coordination (...) rendent à la fin du premier semestre de chaque année leur proposition de programmation subrégionale au Gouvernement wallon.

La programmation subrégionale pour la création ou la transformation de services est fixée annuellement par le Gouvernement wallon et fait l'objet d'une publication officielle.

## Titre X. — Dispositions transitoires, modificatives et abrogatoires

**Art. 85.** Pour les services d'accompagnement créés par le décret du 28 juillet 1992 et agréés en tant que service d'accompagnement pour adultes sur base du présent arrêté, ainsi que pour les services d'aide précoce créés par le décret du 12 juillet 1990 et agréés comme services d'aide précoce sur base du présent arrêté, les dispositions de l'article 47 ne s'appliquent qu'au rythme du remplacement naturel du personnel en place à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 86.** Les travailleurs qui étaient occupés dans un service d'aide précoce ou d'accompagnement pour adultes avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté conservent au minimum la rémunération afférente à l'échelle barémique et les autres avantages pécuniaires qui leur étaient applicables.

**Art. 87.** A l'article 54, § 1<sup>er</sup>, aliéna 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 4 juillet 1996, la phrase liminaire est remplacée par le texte suivant : « L'agrément ne sera accordé aux services et structures visés à l'article 24, alinéa 2 du décret, à l'exception des services d'aide à l'intégration visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés et des services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes visés par l'arrêté du gouvernement wallon du relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées, que moyennant le respect des principes suivants : ».

**Art. 88.** A l'article 2 de l'arrêté du 9 octobre 1997, le point 17<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 17<sup>o</sup> services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes : services visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées; ».

**Art. 89.** A l'article 85, 5<sup>o</sup> de l'arrêté du 9 octobre 97 les points *f*) et *g*) sont abrogés.

**Art. 90.** La disposition du point *d*) de l'article 85, 5<sup>o</sup> de l'arrêté du 9 octobre 97 est remplacé par la disposition suivante : « de prise en charge pour jeunes et adultes vers des prises en charge en service résidentiel de transition ou des dossiers en service d'aide précoce, d'aide à l'intégration ou d'accompagnement pour adultes : ».

**Art. 91.** En vertu des dispositions prévues à l'article 74 du Décret, sont abrogés, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté :

1<sup>o</sup> l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 organisant l'agrément et le subventionnement des services d'aide précoce aux enfants handicapés;

2<sup>o</sup> l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 1995 exécutant le décret de la Communauté française du 28 juillet 1992 relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes.

**Art. 92.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**Art. 93.** Le Ministre ayant la Politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

ANNEXE 1<sup>re</sup> (visée à l'article 38)

## LE PROJET DE SERVICE - CANEVAS

## 1. HISTORIQUE DU PROJET

## 2. FINALITES ET OBJECTIFS

## 3. POPULATION CONCERNEE :

a) types de handicap;

b) âge;

c) divers.

## 4. CONVENTION et PARTICIPATION FINANCIERE

## 5. ZONE GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION

## 6. ORGANISATION DU SERVICE

a) organisation du travail;

b) réunions diverses;

c) horaires des intervenants;

d) heures d'ouverture.

## 7. STRATEGIE DE COMMUNICATION

Par exemple : publicité-information, sensibilisation, contacts avec les services généraux,...

## 8. REFERENCES THEORIQUES

## 9. METHODOLOGIES

a) méthode d'analyse des besoins

Par exemple :

• Sur le plan de : la réalisation de soi, des interactions sociales, du bien-être physique, du bien-être psychologique.

• Dans les domaines : relationnel, affectif, cognitif, matériel.

b) méthodes d'intervention dans les différents domaines :

Par exemple : développement des compétences et potentialités de l'enfant, travail avec les familles (partenariat), participation à des pratiques de réseau, mobilisation des ressources communautaires y compris le recours aux services généraux.

## 10. MODES D'EVALUATION

a) évaluation du service dans l'ensemble de ses missions;

b) évaluation des projets individuels en fonction des résultats attendus;

## 11. RESSOURCES HUMAINES

a) personnel;

b) formation

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement d'adultes pour personnes handicapées;

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## ANNEXE 2 (visée aux articles 12, 46, et 77)

LES QUALIFICATIONS ET FORMATIONS EXIGÉES DU PERSONNEL  
DES SERVICES POUR LA DETERMINATION DES SUBVENTIONSA. Personnel d'accompagnement

1. Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale, à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste.

2. Les membres du personnel qui étaient occupés dans un service d'aide précoce ou d'accompagnement et qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ne disposaient pas de la qualification minimale exigée au point 1.

B. Personnel Administratif1. Commis

Les porteurs d'un des titres suivants :

- Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique).
- Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

2. Copiste (Braille) 2<sup>e</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

3. Rédacteur

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

4. Comptable 2<sup>e</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

5. Copiste (Braille) 1<sup>re</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

6. Comptable 1<sup>re</sup> classe

- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.
- Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

7. Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou en informatique

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

8. Les membres du personnel qui étaient occupés dans une des fonctions visées aux points 1 à 7 dans un service d'aide précoce ou d'accompagnement et qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ne disposent pas des qualifications minimales exigées ci-dessus.

C. Personnel ouvrier1. Personnel ouvrier catégorie I

Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

2. Personnel ouvrier catégorie III

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

D. Directeur

1. Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui, en outre, satisfont aux deux conditions suivantes :

- justifier d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes;
- posséder ou obtenir au plus tard quatre ans après le 1<sup>er</sup> septembre qui suit leur engagement soit un post-graduat « cadre du secteur non-marchand » organisé par l'enseignement supérieur de promotion sociale, soit une licence en sciences du travail délivrée par l'enseignement universitaire.

2. Les directeurs qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient engagés en tant que directeur classe 1 au sein d'un service agréé sur base de l'arrêté du 9 octobre 1997 et possédaient, à cette date, les qualifications requises par ledit arrêté.

3. Les membres du personnel des services d'aide précoce et d'accompagnement qui avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté étaient engagés en tant que coordinateur.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et d'accompagnement d'adultes pour personnes handicapées.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## ANNEXE 3 (visée aux articles 26, 73 et 79)

## BAREME DE REFERENCE (Index 100 = 01/01/1990)

Ancienneté pécuniaire	Barème de référence en €
0	15.625,89
1	15.939,50
2	16.253,11
3	16.566,72
4	16.566,72
5	17.104,48
6	17.104,48
7	17.642,24
8	17.642,24
9	20.241,20
10	20.241,20
11	20.778,93
12	20.778,93
13	21.316,69
14	21.316,69
15	21.854,44
16	21.854,44
17	22.392,17
18	24.244,28
19	24.782,04
20	24.782,04
21	25.319,80
22	25.319,80
23	25.857,53
24	25.857,53
25	26.395,28
26	26.395,28
27	26.933,01
28	26.933,01
29	26.933,01
30	26.933,01
31	26.933,01

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes pour personnes handicapées.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## ANNEXE 4 (visée à l'article 26, alinéa 2)

## QUOTAS DE PERSONNEL HORS INTERVENTION (ETPhi)

Equivalents temps plein >	Total
0	0,75
5	1,25
10	1,75
15	2,25

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes pour personnes handicapées.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

## ANNEXE 5 (visée à l'article 83)

## PRINCIPES D'ADMISSIBILITE DES CHARGES

I. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants;

1) elles doivent être relatives aux bénéficiaires pour lesquels un Bureau régional a statué favorablement sur l'opportunité d'un accompagnement dans le service - Au cas où le service prend en charge des personnes qui ne détiennent pas de décision favorable du B.R., les charges relevées dans la comptabilité du service sont réduites au prorata du nombre de dossiers relatifs aux bénéficiaires pour lesquels un Bureau Régional a statué favorablement sur l'opportunité d'une prise en charge par le service;

2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;

3) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

4) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les A.S.B.L. liées par un contrôle ou une direction unique au sens des articles 5 et 10 du Code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 99 constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées;

5) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquels les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'Agence;

6) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;

7) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services

1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001;

2) les valeurs d'investissements en ce compris les Grosses réparations et Gros entretiens de plus de 500 euros imputées en charge dans un seul exercice;

3) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;

4) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

5) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

6) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;

7) les charges de loyer entre A.S.B.L. ou fondations sauf si elles correspondent à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné. Dans ce cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) Dans les services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes, les rémunérations ne correspondant pas aux échelles barémiques du personnel des services du Gouvernement wallon sur base du tableau suivant, à moins qu'elles ne soient supérieures sur base de l'arrêté du 12 juillet 2001 :

FONCTIONS	Echelle barémique du personnel des services du Gouvernement wallon
Educateurs A2 et Rédacteurs	C3
Educateurs A1	B3
Assistants sociaux	B2
Coordinateurs	A6
Licenciés en psychologie	A6

2) les charges patronales extra légales et les avantages complémentaires non repris dans la liste énumérée au point I de l'annexe 7 du présent arrêté;

3) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;

4) les charges relatives aux assurances-groupes;

5) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;

6) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;

7) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale;

8) les indemnités de rupture, hormis celles relatives au directeur.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :

a) 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300.

b) 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301.

c) 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020, à l'exception des grosses réparations et gros entretiens d'immeubles (compte 63020X) qui sont amortis à un taux de 10 %.

d) 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021 à l'exception du matériel éducatif qui est amorti à un taux de 10 %. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %.

e) 10 % pour le mobilier visé au compte 63022X.

f) 20 % pour le matériel roulant visé au compte 63022X.

g) L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires

h) Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'Agence en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.

2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;

3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;

4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;

5) les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les amendes imputées au compte 640;

2) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 65000- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001- « Charges financières de leasings », 65002- « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570- « Charges financières comptes bancaires », 6571- « Charges financières - placements »;

2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'Agence ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;

3) les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges exceptionnelles visées au compte 660;

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. Divers :

1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;

2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;

3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'Administration collégialement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté;

2) le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;

3) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;



4) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

#### 4. Affectation des charges aux différentes subventions :

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

- Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle de personnel visée au titre VII, les charges valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au PCMN visé à l'article 73.

- Les autres charges relèvent de la subvention annuelle de fonctionnement visée au titre VII.

Lorsque la subvention annuelle de personnel ne permet pas de couvrir l'ensemble des charges y afférentes, celles-ci peuvent être couvertes par la subvention annuelle de fonctionnement telle qu'elle est définie à l'article 73.

#### 5. Contrôle financier :

Quand un service existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés sur base de l'arrêté du 9 octobre 1997 ou sur base du présent arrêté, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service se réalise en totalisant d'une part les subventions octroyées et d'autre part les charges qui doivent être ventilées par sections au sein de la comptabilité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes pour personnes handicapées.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

---

ANNEXE 6 (visée à l'article 73 et à l'annexe 5)

#### FRAIS DE PERSONNEL ADMISSIBLES.

##### I. Avantages complémentaires.

1) Les avantages complémentaires comprennent exclusivement : Une allocation annuelle spéciale d'un montant défini à l'annexe 1<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées, payable par tranches mensuelles, accordée à tous les membres du personnel à l'exception des médecins.

Les membres du personnel qui effectuent des prestations à temps partiel bénéficient de cette allocation proportionnellement aux prestations effectives.

2) Un supplément de traitement de 50 % sur base du traitement horaire subventionné, accordé à concurrence de 11 heures maximum par dimanche, pour les prestations effectuées le dimanche par les membres du personnel d'accompagnement ou ouvrier.

La durée maximum des prestations prise en considération par dimanche est limitée à 16 heures en tenant compte du régime dominical en vigueur, fixé en fonction du nombre de personnes handicapées présentes le jour en question.

3) Une indemnité forfaitaire journalière spéciale de 24,78 euros rattachés à l'indice pivot 138.01 à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1990 sur la base de l'indice des prix en vigueur définis le 1<sup>er</sup> janvier 1984 payée aux membres du personnel qui accompagnent les bénéficiaires, afin de couvrir leurs charges complémentaires réelles durant les séjours de vacances organisés par les services et qui donnent droit au remboursement limité des frais exposés.

A l'exception du premier et du dernier jour des vacances, cette indemnité ne pourra être octroyée que pour chaque période de présence de 24 heures par jour dans le centre de vacances.

L'octroi de cette indemnité forfaitaire journalière est limité à trente jours maximum par accompagnateur.

4) Une allocation de fin d'année calculée selon les dispositions en vigueur pour les agents de la Région wallonne.

##### II. Ancienneté pécuniaire.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel d'accompagnement et des directeurs, est admissible le nombre d'années durant lesquelles le travailleur a été rémunéré par l'employeur, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, dans les secteurs suivants :

1) les institutions agréées ou conventionnées par l'Agence, par l'ex Fonds 81 et l'ex FCIPPH;

2) les institutions agréées ou conventionnées par la COCOF et la COCOM;

3) les services d'Aide à la Jeunesse et de l'ex Protection de la Jeunesse;

4) l'O.N.E.;

5) les centres agréés;

6) les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale des Affaires sociales et de la Santé du Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement;

7) les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne;

8) les écoles d'enseignement spécial;

9) les institutions ayant obtenu une convention avec l'INAMI.

Sont assimilées les périodes de congés de maternité et d'allaitement, les périodes d'interruption de carrière d'un an maximum donnant le droit à une allocation d'interruption, les 10 jours d'absence pour motifs impérieux.

Pour le personnel non-éducatif, hormis les directeurs et assistants sociaux, tout service presté antérieurement dans une fonction similaire à celle qu'il occupe au moment de son engagement dans une institution agréée par l'Agence peut également être assimilé qu'il l'ait été à temps plein ou à temps partiel.

On entend par fonction similaire :

- pour le personnel administratif : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 2.
- pour le personnel ouvrier : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 2.

Ces services ne sont pris en considération qu'à partir de la date à laquelle le membre du personnel atteint l'âge fixé à l'annexe 7 du présent arrêté. Pour le personnel qui a été engagé dans un service agréé par l'Agence à partir du 10 mai 2001, l'âge de prise de rang pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire est celui prévu à l'annexe 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Ces services ne sont pris en considération qu'à la condition que le membre du personnel concerné ait possédé à l'époque le diplôme requis pour l'exercice de cette fonction.

Les membres du personnel qui étaient en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 1984 dans les institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de Protection de la Jeunesse, conservent au minimum le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement à l'époque.

La preuve des services prestés, à fournir par les intéressés résulte des versements effectués auprès d'un organisme de sécurité sociale ou d'une caisse de pension.

Tout autre document justificatif pourra être exigé par les services compétents.

### III. Nominations, promotions et changements de fonction.

§ 1<sup>er</sup> Pour tout membre du personnel nommé à un grade de direction, la rémunération ne peut être inférieure à celle afférente à la fonction à laquelle donne droit son diplôme dans le service qui l'occupe;

§ 2. Le membre du personnel promu à un autre grade, dans le même service, conserve la totalité de l'ancienneté pécuniaire qui lui a été reconnue sur base des critères fixés au point II de la présente annexe.

De même, en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire peut être valorisée conformément aux dispositions du point II de la présente annexe.

### IV. Ne sont pas admissibles :

1) les rémunérations payées à des membres du personnel admis à la retraite, qui exercent une activité professionnelle non autorisée en vertu de la législation en matière de pension;

2) la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet sans préjudice du paiement des heures supplémentaires admissibles et des prestations effectuées dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel en service dans les services.

Cette disposition s'applique également au cas où une personne occupe plusieurs fonctions à temps partiel subventionnées ou à charge des pouvoirs publics.

3) les charges de personnel dont les qualifications ne correspondent pas aux titres requis repris à l'annexe 2.

### V. Aménagement de la fin de carrière :

La cotisation mensuelle versée au Fonds social "Old Timer" en application de la Convention collective de travail du 7 janvier 2003 dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission Paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée "plan Tandem", est considérée comme une charge admissible.

Pour le secteur public, ce dispositif doit préalablement être reconnu par le Gouvernement comme offrant des avantages et garanties semblables à celle prévue par la Convention collective de travail précitée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes pour personnes handicapées.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## ANNEXE 7 (visée à l'annexe 6)

## ECHELLES DE TRAITEMENT

Visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées

Fonction	Catégories	Barème (n° échelle)	Age min.
Directeur		25	24
Personnel d'accompagnement	Licencié à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale Gradué à orientation pédagogique, Psychologique, sociale ou Paramédicale	27	24
		19	23
Personnel administratif	Licencié à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique. Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique.	27	24
		19	23
	Rédacteur	17	20
	Commis	4	18
	Comptable Cl 1	18	23
	Comptable Cl 2	8	20
	Copiste A3	4	18
	Copiste A2	17	20
Ouvrier	Ouv Cat 1	1	18
	Ouv Cat 3	3	18

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes pour personnes handicapées.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2083

[2004/201746]

**22 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 24, 26, 30 en 74;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op artikel 54, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002;

Gelet op het besluit van 9 oktober 1997: het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, inzonderheid de artikelen 2 en 85;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 december 2003 en 23 februari 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 december 2003;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 5 februari 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 7 april 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Na beraadslaging,  
Besluit :

#### Titel I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° het decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;
- 2° het besluit van 4 juli 1996 : het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 houdende uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;
- 3° het besluit van 9 oktober 1997 : het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen;
- 4° de wet van 19 december 1974 : de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;
- 5° het besluit van 12 juli 2001 : besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen;
- 6° de Minister : de Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid;
- 7° het Agentschap : het " Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées ";
- 8° het gewestelijk bureau : de gewestelijke bureaus opgericht krachtens artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 houdende uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;
- 9° het beheerscomité : het beheerscomité van het Agentschap, ingesteld krachtens artikel 31 van het decreet;
- 10° de begunstigde :
- a) elke gehandicapte persoon zoals omschreven in artikel 2 van het decreet en voor wie tot de noodzaak tot begeleiding door een dienst voor volwassen begeleiding besloten wordt bij beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap.
- b) elk gehandicapt kind zoals omschreven in artikel 2 van het decreet, zijn ouders, zijn gezin en/of zijn levenssfeer en dit van zodra de handicap diagnose vastgesteld is, voor wie tot de noodzaak tot opvolging door een dienst voor vroegtijdige hulpverlening besloten wordt bij beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap.
- 11° de begeleider : de werknemer van de dienst die tussenbeide komt in het begeleidingsproces van de begunstigde;
- 12° de algemene diensten : de diensten die voor de gezamenlijke bevolking bestemd zijn en aan de specifieke behoeften van de jongeren kunnen voldoen;
- 13° de omvorming : de omvorming van de dienst bedoeld in afdeling 2 van titel VIII van het besluit van 9 oktober 1997;
- 14° de begeleiding : de begeleiding, de hulp, de steun en de opvolging door de diensten voor vroegtijdige hulp en de begeleidingsdiensten voor volwassenen;
- 15° de netwerking : het werk dat volgens beide hierna omschreven logica's verricht wordt :
- a) de logica die steunt op de kennissenkring van de jongere. Die praktijk zet de jongere ertoe aan om blijvend te werken aan de betrekkingen met zijn omgeving, om een zo open en gevarieerd mogelijke kennissenkring te verwerven, en
- b) de logica die betrekking heeft op het netwerk van professionelen, samengesteld uit diensten en maatschappelijk werkers. Bedoeld netwerk wordt gezien als een instrument dat in dienst staat van de begeleiding. Eén van de kenmerken van bedoelde praktijk bestaat erin te voorzien in coördinatievormen en in samenwerkingsverbanden tussen de verschillende diensten;
- 16° de dienst voor vroegtijdige hulpverlening : de dienst erkend door het Agentschap krachtens dit decreet die met inachtneming van de beginselen bedoeld in artikel 4 van het decreet en in de artikelen 3, 4 en 5 van dit besluit, de begunstigten begeleidt zodra de handicap diagnose wordt vastgesteld en dit tot 8 jaar alsook hun familie en/of levenssfeer;
- 17° de begeleidingsdienst voor volwassenen : de dienst erkend door het Agentschap krachtens dit decreet die met inachtneming van de beginselen bedoeld in artikel 4 van het decreet en in de artikelen 3, 4 en 5 van dit besluit, de begunstigten begeleidt vanaf 18 jaar;
- 18° de(...) dienst(...) : de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en de begeleidingsdiensten voor volwassenen;
- 19° de begeleidingsdiensten : de benaming van de begeleidingsdiensten voor volwassenen voor de inwerkingtreding van dit besluit;
- 20° administratieve entiteit : administratieve entiteit zoals bedoeld in artikel 2 van het besluit van 9 oktober 1997.
- 21° het kadaster van de tewerkstelling : de personeelslijst opgemaakt door de dienst aan het einde van elk jaar volgens een model opgesteld door het Agentschap.

#### Titel II. — Algemene beginselen en opdrachten van de diensten

##### HOOFDSTUK I. — Algemene beginselen

**Art. 3.** De begeleiding bestaat in het bevorderen van de actieve en geïndividualiseerde deelname van de begunstigten in de verwezenlijking van hun projecten en in de ontwikkeling van hun burgerschap in hun levenssfeer, met inachtneming van de beginselen bedoeld in artikel 4 van het decreet en in de artikelen 4 en 5 van dit besluit. Deze actieve deelname berust op de mobilisatie, de erkenning en de waardering van de bevoegdheden of de ontplooiing van de begunstigde

Die doelstelling bedoeld in het eerste lid wordt meer bepaald op de volgende vlakken nagestreefd : gezins-, school-, maatschappelijk leven, vrijetijdsbesteding en cultuurbeleving, vorming, gezondheid of professionele behandeling.

**Art. 4. § 1.** Bij de begeleiding worden de volgende beginselen in acht genomen :

- 1° levenskwaliteit wordt nagestreefd in functie van het ritme van elke persoon;
- 2° het uitoefenen van rechten en plichten in verband met het burgerschap;
- 3° er wordt gehandeld op verschillende plaatsen in associatie met verschillende actoren;
- 4° er wordt in netwerk gewerkt en de interne en externe coördinatievormen worden versterkt via een overkoepelende benadering van de door de jongere ondervonden problemen;
- 5° binnen de gemeenschap wordt anders over de handicap nagedacht met het oog op de inschakeling van al haar hulpbronnen en een begin van reflectie over nieuwe samenlevingsvormen.

§ 2. Bij de vroegtijdige hulpverlening worden de volgende beginselen in acht genomen :

1° Bij de individuele aanvragen van de ouders of van de vertegenwoordigers van het kind, bijdragen tot de uitwerking van een project voor het kind in samenhang met zijn leefwereld en dat rekening houdt met zijn socio-culturele en familiale omgeving en zijn ideologische, filosofische of godsdienstige inzichten eerbiedigt;

2° er wordt telkens nagegaan of de algemene diensten kunnen bijdragen tot het tot stand komen van dit project.

§ 3 Bij de begeleiding voor volwassenen worden de volgende beginselen in acht genomen :

1° Bij de individuele aanvragen van de persoon of, als hij die niet zelf kan formuleren, van zijn wettelijke vertegenwoordiger, van de persoon aan wie hij wordt toevertrouwd of van zijn omgeving : met de betrokkene en, desgevallend, met de personen die hem daarbij geholpen hebben, een individueel project opstellen dat overeenstemt met zijn behoeften, rekening houdt met zijn socio-culturele en familiale omgeving en zijn ideologische, filosofische of godsdienstige inzichten eerbiedigt;

2° er wordt telkens nagegaan of de algemene diensten kunnen bijdragen tot het tot stand komen van dit project.

**Art. 5.** De dienst waarborgt het respect voor het privé-leven de onafhankelijkheid en de vrijheid van keuze van de begunstigde en/of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

De dienst waarborgt dezelfde dienstverlening aan alle gehandicapte personen en mag de begunstigde of zijn wettelijke vertegenwoordiger geen andere financiële bijdrage opleggen dan die bedoeld in artikel 83 als opvang- en begeleidingsvoorwaarde.

#### HOOFDSTUK II. — *Opdrachten van de diensten.*

**Art. 6.** De dienst verstrekt de begunstigde informatie en verleent hem geïndividualiseerde steun in coördinatie met zijn netwerk zoals bedoeld in artikel 2, 15° zodat de verschillende ondernomen begeleidingsactiviteiten zinvol en samenhangend worden gemaakt.

**Art. 7. § 1.** De diensten voor vroegtijdige hulpverlening vervullen de volgende algemene opdrachten :

1° door hoofdzakelijke individuele tegemoetkomingen die voornamelijk plaatsvinden in het levenssfeer, educatieve hulp verlenen aan kinderen met een mentale, fysieke of sensoriele handicap en dit, vanaf het ogenblik dat de handicap diagnose wordt vastgesteld tot de leeftijd van acht jaar;

2° aan de familie en aan het levenssfeer van de gehandicapte kinderen, een educatieve, sociale en psychologische hulp verlenen om ze in staat te stellen om de moeilijkheden in verband met de handicap op te lossen en zo de optimale ontwikkeling van het kind in zijn leefklimaat te bevorderen;

3° de preventie en het opsporen van elke handicap bevorderen voor, tijdens en na de zwangerschap, en zich aansluiten bij en meewerken aan elk initiatief op dat vlak.

De diensten voor vroegtijdige hulpverlening kunnen ook collectieve acties of een gemeenschappelijk werk ontplooiën met het oog o.a. op de vorming en de informatie van ouders en de verschillende levenssfeers van het kind : kribbe, school,...

§ 2. De begeleidingsdiensten voor volwassenen vervullen de drie volgende opdrachten :

1° een individuele begeleiding;

2° het ontwikkelen van een werk in gemeenschap;

3° het genereren, formuleren en uitwerken van collectieve oplossingen voor individuele behoeften;

Zij vervullen deze opdrachten door :

1° te luisteren, te informeren en de aanvraag te verduidelijken;

2° een begeleiding voor te stellen met respect voor het socio-cultureel en familiaal achtergrond van de begunstigde;

3° oriënteringsacties te ontwikkelen naar meer aangepaste antwoorden in samenspraak met de begunstigten;

4° de gehandicapte persoon te oriënteren naar diensten die voor hem nuttig zijn zonder hun plaats in te nemen;

5° door preventieve acties te ontwikkelen inzake handicaps overeenkomstig het decreet van 6 april 1995;

6° andere diensten of groeperingen te informeren en te sensibiliseren.

**Art. 8.** Het werk in gemeenschap bedoeld in artikel 7 bestaat in het ontwikkelen van een dynamiek gekenmerkt door netwerking en deelname van de verschillende actoren in het leven van de begunstigde. Die dynamiek beoogt het opzetten van plaatselijke samenwerkingsverbanden, alsmede de beïnvloeding van de rol van overheid en diensten en het genereren op lange termijn van vaardigheden en capaciteiten die de integratie van de begunstigten bevorderen.

De dienst ontwikkelt onder andere de volgende werkwijzen :

1° het inzetten van groepen en personen die bereid zijn mee te werken aan het integratieproces van de sociale begunstigten;

2° het deelnemen aan een handicap sensibilisering en aan de begeleidingsgebruiken bij de vakmensen voor de personen in betrekking met de gehandicapte persoon en met de Gemeenschap;

3° het bevorderen van de coördinatie en de samenwerking tussen de diensten en met de overheid en het verenigingsleven.

## Titel III. — Erkenning van de diensten

HOOFDSTUK I. — *Soorten erkenning*

**Art. 9.** Volgens de begeleide begunstigen en de opdrachten die ze vervullen, worden de diensten erkend als polyvalente of specifieke dienst.

**Art. 10.** De polyvalente dienst begeleidt de begunstigen met elk soort handicap en helpt hen met al hun vragen en behoeften.

**Art. 11.** De specifieke dienst begeleidt de begunstigen die één of meerdere bepaalde handicaps vertonen en helpt hen met al hun vragen en behoeften.

Hij zorgt ook voor steun, vorming en geldt als model wat betreft het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied van het Waalse Gewest.

De specifieke dienst kan ook bijdragen tot het onderzoek inzake vroegtijdige hulpverlening of volwassen begeleiding voor wat zijn handicap(en) betreft.

HOOFDSTUK II. — *Procedures**Afdeling 1. — Aanvraag om eerste erkenning*

**Art. 12.** De aanvraag om eerste erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven aan het Agentschap gericht. Bij de aanvraag worden de volgende stukken en gegevens gevoegd :

1° de aangevraagde soort erkenning;

2° het project van de dienst, alsmede de wijze waarop de individuele begeleidingsprojecten uitgewerkt en opgevolgd worden;

3° de identiteit van de directeur van de dienst, diens bewijs van goed zedelijk gedrag sinds minder dan drie maanden afgeleverd en de geschreven bevoegdheidsoverdracht van de inrichtende macht bedoeld in artikel 52;

4° een afschrift van de diploma's en getuigschriften van de directeur, alsmede het bewijs van nuttige ervaring vereist in bijlage 2;

5° als de dienst is opgericht in de juridische vorm van een V.Z.W. of van een stichting, een afschrift van de gecoördineerde statuten zoals ze zijn neergelegd bij de bevoegde;

6° het inschrijvingsnummer van de dienst bij de R.S.Z. of bij de R.D.S.Z.P.P.O. en, voor de V.Z.W.'s, het inschrijvingsnummer in het rijksregister;

7° bij omvorming, het advies, voor de particuliere sector, van de ondernemingsraad of van de bevoegde vakbondsafvaardiging of, voor de overheidssector, van het onderhandelings- of overlegcomité opgericht krachtens de wet van 19 december 1974.

**Art. 13.** Binnen dertig dagen na verzending van de aanvraag om eerste erkenning stuurt het Agentschap de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven een bericht van ontvangst van het dossier als het volledig is. Als het dossier onvolledig is, informeert het Agentschap de aanvrager op dezelfde wijze en geeft het hem kennis van de ontbrekende stukken.

Het Agentschap behandelt het dossier en het beheerscomité van het Agentschap beslist binnen twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de aanvraag om eerste erkenning.

*Afdeling 2. — Aanvraag om hernieuwing van de erkenning*

**Art. 14.** De aanvraag om hernieuwing wordt uiterlijk zes maanden vóór afloop van de geldigheidstermijn van de erkenning bij ter post aangetekend schrijven aan het Agentschap gericht.

De termijn van zes maanden wordt tot twee maanden ingekort als de erkenning verleend wordt voor een duur van zeven maanden of minder.

**Art. 15.** De aanvraag gaat vergezeld van de stukken bedoeld in artikel 12, 1°, 2° en 4°. Als de andere stukken vereist krachtens artikel 12, eerste lid, wijzigingen ondergaan, worden zij bijgevoegd.

De jaarlijkse evaluatieverslagen bedoeld in artikel 38 en opgesteld sinds de laatste erkenning, worden eveneens bij de aanvraag gevoegd.

**Art. 16.** De inspectiediensten van het Agentschap gaan na of de dienst voldoet aan de verschillende erkenningsvoorwaarden en -normen bedoeld in titel IV. De beoordelingen van de inspectiediensten worden aan de leden van het beheerscomité gericht om hem van advies te dienen bij zijn besluitvorming.

**Art. 17.** De dienst blijft voorlopig erkend totdat het beheerscomité zijn beslissing getroffen heeft.

*Afdeling 3. — Beslissing tot eerste erkenning en tot hernieuwing van de erkenning*

**Art. 18.** Het beheerscomité beoordeelt de elementen van het dossier betreffende de aanvraag om eerste erkenning.

**Art. 19.** In geval van hernieuwing beslist het beheerscomité van het Agentschap op grond van de verschillende elementen van het dossier en van het evaluatieverslag bedoeld in artikel 16.

**Art. 20.** De beslissing van het Agentschap vermeldt :

1° de begin- en einddatum van de erkenning;

2° het soort erkenning;

3° het theoretische volume van de begeleidingsuren toegekend voor één kalenderjaar en bepaald overeenkomstig hoofdstuk III van deze titel;

4° het minimumaantal individuele dossiers dat over één kalenderjaar beheerd moet worden.

**Art. 21.** De erkenning wordt verleend voor een periode van drie maanden tot hoogstens drie jaar. Zij kan hernieuwd worden.

*Afdeling 4. — Bijzondere bepalingen*

**Art. 22.** Indien het beheerscomité vaststelt dat één of verschillende van de erkenningsvoorwaarden en -normen bedoeld in titel IV niet of niet meer worden vervuld, kan het beheerscomité bij de hernieuwing of op elk ander tijdstip, na verhoor van de verantwoordelijken van de dienst, de erkenning voorwaardelijk behouden, opschorten of intrekken dan wel het aantal erkende uren en dossiers verminderen.

Bij voorwaardelijk behoud van de dienst wordt de beslissing gekoppeld aan verplichtingen die de dienst moet nakomen binnen een bepaalde termijn na afloop waarvan het beheerscomité kan beslissen tot de opschorting of de intrekking van de erkenning of tot de vermindering van het aantal erkende uren en dossiers.

**Art. 23.** Het beheerscomité kan eveneens, gedurende hoogstens twee jaar, het behoud of de hernieuwing van de erkenning afhankelijk maken van de oprichting van een "begeleidingscomité", dat de dienst moet bijstaan bij de inachtneming van de erkenningsvoorwaarden.

Het begeleidingscomité bestaat uit minstens één vertegenwoordiger van het Agentschap, één deskundige aangewezen door het beheerscomité op grond van zijn bevoegdheid voor het bestaande probleem, één vertegenwoordiger van de inrichtende machten en één vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties. Als de dienst na afloop van de opgelegde termijn nog steeds niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, treft het Agentschap één van de maatregelen bedoeld in artikel 22.

**Art. 24.** Bij de sluiting van een dienst ten gevolge van de intrekking van de erkenning verzoekt het Agentschap elke dienst om samenwerking zodat dringend voor de begeleiding van de gehandicapte personen kan worden gezorgd.

*HOOFDSTUK III. — Bepaling en wijziging van het theoretisch aantal begeleidingsuren en van het minimumaantal individuele dossiers*

*Afdeling 1. — Bepaling van het theoretisch aantal begeleidingsuren en van het minimumaantal individuele dossiers*

**Art. 25.** De dienst erkend vóór de datum van uitvoering van dit besluit, is het voorwerp van een eerste erkenning op basis van titel 3, in het kader waarvan zowel een theoretisch aantal begeleidingsuren als een minimumaantal individuele dossiers worden vastgelegd. Hetzelfde kader geldt voor de diensten die later erkend zouden worden.

**Art. 26.** Het theoretisch aantal begeleidingsuren wordt verkregen door het theoretisch aantal voltijdse equivalenten die voor begeleidingstaken aangesteld zijn (ETPa) met 1 600 uren te vermenigvuldigen.

Dat theoretisch aantal voltijdse equivalenten die voor begeleidingstaken aangesteld zijn (ETPa) wordt verkregen door het quotum voltijdse equivalenten personeelsleden buiten interventie (ETPhi) bedoeld in bijlage 4 van het aantal theoretische voltijdse equivalenten (ETPt) af te trekken.

Het totaalaantal ETPt wordt verkregen door de in artikel 73 bedoelde jaarlijkse toelage te delen door de referentieschaal op grond van de gemiddelde anciënniteit van het personeel in dienst bij de eerste erkenning. Die schaal, bedoeld in bijlage 3, wordt vermeerderd met een coëfficiënt werkgeverslasten van 54,15 %.

De gemiddelde anciënniteit wordt berekend op basis van een naamlijst van het personeel aangesteld bij de bestaande dienst of van het personeel voorzien voor de op te richten dienst.

De anciënniteit die in aanmerking wordt genomen, is die van de personen vermeld op de laatste personeelslijst waarover het Agentschap beschikt.

De anciënniteit van de personeelsleden die niet op de lijst voorkomen, wordt door het Agentschap berekend op grond van bewijsstukken verstrekt door de dienst. Bij gebreke daarvan wordt de beginanciënniteit forfaitair vastgelegd op tien jaar.

Het aantal prestaties opgenomen in de berekening van de geldelijke anciënniteit van de werknemer die van een indeling van beroepsloopbaan geniet zoals bedoeld in punt V van bijlage VI is gelijk aan diegene waarover hij beschikte vóór hij zijn halftijdse prestaties verminderde.

Het aantal bezoldigde prestaties van een werknemer die aangeworven is om een werknemer te vervangen die zijn prestaties van voltijds naar halftijds vermindert op grond van deze bepalingen, worden niet in aanmerking genomen.

**Art. 27.** Het minimumaantal individuele dossiers waarvoor de dienst erkend is, wordt verkregen door het theoretisch aantal ETPa te vermenigvuldigen met 20.

**Art. 28.** Een bijkomende toelage om aanvullend personeel aan 0,5 voltijdse equivalent aan te werven wordt verleend aan de diensten erkend als specifieke diensten bestemd voor personen met een gezicht- of gehoorhandicap.

De toelage bestemd voor deze personeelskosten wordt berekend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 26.

Deze 0,5 voltijdse equivalent wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van het minimumaantal individuele dossiers bedoeld in artikel 27.

*Afdeling 2. — Wijziging van het theoretisch aantal begeleidingsuren en van het minimumaantal individuele dossiers*

**Art. 29.** Het theoretisch aantal begeleidingsuren en het aantal individuele dossiers kunnen gewijzigd worden, hetzij door het beheerscomité van het Agentschap overeenkomstig de artikelen 25, 26 en 27, hetzij op basis van het aantal individuele dossiers beheerd door de dienst.

**Art. 30.** In geval van beslissing van het beheerscomité van het Agentschap krachtens de bepalingen bedoeld in artikel 22 worden de jaarlijkse toelage, het theoretisch aantal ETPth en het aantal door de dienst te beheren individuele dossiers verminderd op grond van het theoretisch aantal interventieuren bepaald door het beheerscomité.

**Art. 31.** § 1. Als het gemiddeld aantal individuele dossiers, afgerond naar de hogere eenheid, na afloop van een eerste waarnemingsperiode van twee volle kalenderjaren na het jaar van de eerste erkenning, lager is dan het aantal bedoeld in artikel 27, worden de jaarlijkse toelagen en het theoretisch aantal voltijdse equivalenten, het theoretisch aantal interventieuren en het minimumaantal dossiers verhoudingsgewijs verminderd.

§ 2. De volgende waarnemingsperiodes duren drie jaar.

§ 3. De vermindering vindt plaats één jaar na de waarnemingsperiode.

**Art. 32.** Het gemiddeld aantal dossiers wordt verkregen door optelling van het aantal dossiers in behandeling tijdens elk jaar van de waarnemingsperiode, gedeeld door het aantal jaren van diezelfde waarnemingsperiode.

#### HOOFDSTUK IV. — *Beroepen*

**Art. 33.** Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de krachtens deze titel genomen beslissingen kan bij ter post aangetekend schrijven beroep ingesteld worden bij de Minister.

**Art. 34.** De verzoeker of diens raad, alsmede het Agentschap of diens afgevaardigde, worden op hun verzoek door de Minister of diens afgevaardigde gehoord.

**Art. 35.** Het beroep is opschortend, behalve als het ingesteld wordt tegen een beslissing waarbij de eerste erkenning wordt geweigerd.

**Art. 36.** De Minister beslist binnen drie maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep. De beslissing wordt aan de verzoeker en aan het Agentschap meegedeeld.

#### Titre IV. — Voorwaarden en erkenningsnormen

##### HOOFDSTUK I. — *Normen*

**Art. 37.** Het begeleidingswerk van de begunstigden wordt verricht overeenkomstig de beginselen omschreven in de artikelen 3, 4 en 5.

#### *Afdeling 1. — Project van de dienst*

**Art. 38.** Het project van de dienst wordt uitgewerkt op basis van het patroon bedoeld in bijlage 1. Daarbij wordt de interventieploeg tot samenwerking aangezet. Het project wordt voor advies voorgelegd aan :

1° voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht : de ondernemingsraad of bij gebrek aan de vakbondsafvaardiging;

2° voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht : aan het onderhandelings- of overlegcomité ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 of, bij gebrek, aan de representatieve werknemersorganisaties.

Dit project wordt op zijn minst bijgewerkt bij elke aanvraag om hernieuwing van de erkenning.

De dienst evalueert zijn activiteit minstens één keer per jaar.

De personeelsleden van de dienst worden in kennis gesteld van het project, de bijwerkingen ervan en het jaarlijkse evaluatierapport over de activiteit van de dienst en kunnen daarvan steeds inzage nemen.

**Art. 39.** De dienst wendt de middelen aan die bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van het project.

#### *Afdeling 2. — Begeleidingsovereenkomst*

**Art. 40.** De dienst en de begunstigde of diens wettelijke vertegenwoordiger sluiten een geschreven begeleidingsovereenkomst. Als de begunstigde minstens veertien jaar oud is, wordt zijn schriftelijk akkoord vereist.

**Art. 41.** De begeleidingsovereenkomst bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

1° de identiteit van de partijen;

2° de algemene doelstellingen van het begeleidingswerk;

3° de melding dat een begeleidingsproject door de dienst zal worden uitgewerkt in samenwerking met de begunstigde, diens gezin tijdens de begeleiding door een dienst voor vroegtijdige hulpverlening of, desgevallend, met de andere partijen die de overeenkomst hebben ondertekend;

4° de begin- en einddatum van de begeleidingsovereenkomst;

5° de uitdrukkelijke melding dat de begunstigde en/of diens gezin verzocht worden deel te nemen aan het evaluatieproces van de begeleiding;

6° het bedrag van de bijdrage;

7° de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die instaat voor de betaling en voor de manier waarop de betaling wordt geregeld;

8° de modaliteiten voor de opzegging van de overeenkomst;

9° het adres van het Agentschap waar de begunstigde en/of diens gezin opmerkingen, klachten of bezwaren kan indienen.

**Art. 42.** De begunstigde of diens wettelijke vertegenwoordiger heeft te gelegener tijd recht op informatie over elk vraagstuk betreffende het begeleidingswerk.

#### *Afdeling 3. — Begeleidingsproject voor de begunstigde*

**Art. 43.** Het begeleidingsproject bedoeld in artikel 41, 3° wordt uitgewerkt binnen drie maanden na de opvang van de begunstigde en bevat de volgende gegevens :

1° een informatief luik over de begunstigde en zijn vragen;

2° een projectief luik met hoe dan ook :

de wijze waarop het begeleidingsproces zal verlopen rekening houdende met de vragen en de geïdentificeerde behoeften;

de algemene diensten die om samenwerking zullen worden verzocht;

3° een evaluatief luik over de vragen en de actualisering van het begeleidingsproces.

**Art. 44.** Het begeleidingsproject wordt ondertekend door de dienst, de begunstigde of diens wettelijke vertegenwoordiger. De ondertekening van de begunstigde wordt vereist als hij ouder is dan veertien jaar.

Het maakt noodzakelijk deel uit van de begeleidingsovereenkomst en gaat bij het dossier van de begunstigde, dat door de dienst wordt bijhouden.



Individuele prestaties worden opgenomen in dit dossier. Zij vermelden de datum en een korte beschrijving van de prestatie.

#### *Afdeling 4. — Agenda van de dienst*

**Art. 45.** De dienst houdt een agenda van de dagelijkse activiteiten van de teamleden.

#### *Afdeling 5. — Kwalificaties van het personeel*

**Art. 46.** Het personeel van de diensten moet voldoen aan de kwalificatienormen bedoeld in bijlage 2.

De dienst stelt de afschriften (...) van de diploma's, getuigschriften en attesten ter beschikking van het Agentschap.

Bij hun indienstneming moeten de personeelsleden een getuigschrift van goed gedrag en zeden aan de dienst voorleggen en bewijzen dat ze niet veroordeeld werden tot correctionele of criminele straffen, wat onverenigbaar is met de functie.

**Art. 47.** Wat de begeleidingsdiensten voor volwassenen betreft, moet de ploeg samengesteld zijn uit bezoldigd personeel waaronder hoe dan ook werknemers uit minstens twee van de drie volgende personeelscategorieën : opvoedend personeel, sociaal personeel of paramedisch personeel.

Wat de diensten voor vroegtijdige hulpverlening betreft, moet de ploeg samengesteld zijn uit bezoldigd personeel waaronder hoe dan ook een psycholoog of een psycho-pedagoog en minstens een werknemer uit een van de volgende personeelscategorieën : opvoedend personeel, sociaal personeel of paramedisch personeel.

#### *Afdeling 6. — Personeelsvorming*

**Art. 48.** Op grond van het project bedoeld in artikel 38 stelt de dienst een vormingsprogramma op voor minimum twee jaar.

Dat programma, opgemaakt na een gedachtewisseling met de betrokken actoren, bepaalt de nagestreefde doelstellingen. Het omschrijft de banden tussen de globale omgeving van de dienst, de dynamiek van het project van de dienst en de ontwikkeling van de capaciteiten van het personeel. Het bepaalt de criteria, de modaliteiten en de periodiciteit voor de evaluatie van die drie aspecten.

Wat betreft het personeel van de diensten die onder de plaatselijke besturen en de provincies ressorteren, ligt het in het eerste lid bedoelde vormingsprogramma in de lijn van het vormingsprogramma dat werd uitgewerkt op initiatief van de gewestelijke vormingsraad, ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de gewestelijke vormingsraad voor de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië.

#### *Afdeling 7. — Rechtspersoon*

**Art. 49.** De dienst wordt beheerd door een overheid, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstgevend doel, de internationale verenigingen en de stichtingen.

**Art. 50.** Als hij door een vereniging zonder winstoogmerk opgericht wordt, mag deze niet samengesteld worden uit meer dan één vijfde van de personeelsleden of één vijfde van de personen die met hen aanverwant zijn tot de derde graad (...).

**Art. 51.** Als hij door een vereniging zonder winstoogmerk opgericht wordt, mag de raad van bestuur voor meer dan één derde van het totaal aantal bestuurders of van de personen die deel uitmaken van het personeel van de dienst niet samengesteld zijn uit personen die deel uitmaken van hetzelfde gezin als echtgenoot, wettelijke samenwoners, bloed- of aanverwante tot en met de tweede graad en dit vanaf 1 januari 2004.

#### *Afdeling 8. — Beheer van de dienst*

**Art. 52.** § 1. De dienst vervult de volgende voorwaarden :

1° hij is autonoom op technisch, budgettair en boekhoudkundig vlak en beschikt over een administratief beheer van dien aard dat hij zijn opdracht kan uitvoeren en dat het Agentschap daarop controle kan uitoefenen. De technische, boekhoudkundige en budgettaire autonomie kan eventueel verleend worden via een administratieve entiteit waartoe de dienst zou behoren;

2° onder de leiding staan van een directeur, natuurlijke persoon bezoldigd voor die functie en bevoegd om, overeenkomstig een geschreven overdracht van bevoegdheid door de inrichtende macht en onder haar verantwoordelijkheid of die van de directeur-generaal van de administratieve entiteit bedoeld in punt 1°, het dagelijks beheer van de dienst waar te nemen hoe dan ook wat betreft :

- a) de tenuitvoerlegging en opvolging van het pedagogisch project;
- b) het personeelsbeheer;
- c) het financieel beheer;
- d) de toepassing van de geldende regelgevingen;
- e) de vertegenwoordiging van de dienst in zijn relaties met het Agentschap;
- f) de sluiting van overeenkomsten met de schoolinrichtingen en de algemene diensten.

§ 2. De directeur moet bovendien in staat zijn om voortdurend de effectieve leiding van de dienst waar te nemen. Als hij afwezig is tijdens de activiteiten voorzien in het kader van de begeleidingsprojecten, moet een daartoe afgevaardigd personeelslid in noodgevallen de nodige maatregelen kunnen treffen en in staat zijn om zowel interne als externe vragen te beantwoorden.

§ 3. In geval van verzuim of onregelmaat in de uitvoering van het mandaat van de directeur, verzoekt het Agentschap de inrichtende macht bij aangetekend schrijven en binnen de termijn die het Agentschap bepaalt om de nodige maatregelen te treffen.

Bij gebrek, zal het Agentschap zich wenden tot het Beheerscomité dat moet beslissen overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 22.

*Afdeling 9. — Administratief en boekhoudkundig beheer*

**Art. 53.** Onverminderd de bepalingen van artikel 27 van het decreet maakt de dienst op verzoek van het Agentschap alle bewijsstukken over die vereist worden voor de uitoefening van de controle, meer bepaald de jaarrekeningen, de nodige stukken voor de berekening van de verschillende toelagen, alsmede het vormingsprogramma bedoeld in artikel 48.

**Art. 54.** De dienst maakt de sociale balans over zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans, alsook de jaarrekeningen, de balans van de activiteiten en het vormingsprogramma bedoeld in artikel 48 :

1° voor de diensten beheerd door een inrichtende macht uit de privé-sector : aan de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, aan de vakbondsafvaardiging;

2° voor de diensten beheerd door een inrichtende macht uit de openbare sector : aan het onderhandelings- of overlegcomité ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 of, bij gebreke daarvan, aan de representatieve werknemersorganisaties.

**Art. 55.** De dienst vermeldt de referenties van de door het Agentschap verleende erkenning op alle akten en overige stukken, publiciteitsfolders en aanplakkingen die van hem uitgaan.

**Art. 56.** De dienst voert een boekhouding overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten ervan.

**Art. 57.** De inhoud en de presentatie van het genormaliseerde minimale boekhoudplan beantwoorden aan het volledige schema van de jaarrekeningen met balans, resultatenrekeningen en bijlagen overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten ervan.

De opschriften en rekeningnummers die met de activiteiten van de diensten overeenstemmen, worden door het Agentschap aan de diensten meegedeeld.

**Art. 58.** De financiële bijdragen die krachtens artikel 83 van de begunstigen of hun wettelijke vertegenwoordigers verlangd worden, worden dwingend geboekt als invorderingen van onkosten betreffende de rekeningen 6010, 6011, 6012, 613, 61601 en 644 bedoeld in het boekhoudplan waarvan de diensten d.m.v. een omzendbrief in kennis worden gesteld.

In het kader van de controle op het gebruik van de toelagen, worden die bijdragen in mindering gebracht van het bedrag van de overeenstemmende lasten.

De toelagen die door de overheid of door gesubsidieerde liefdadigheidsinstellingen aan de diensten worden gestort, worden eveneens afgetrokken van de overeenstemmende lasten die op geldige wijze bij het boekjaar zijn ondergebracht. Bedoelde toelagen worden slechts in aanmerking genomen voorzover ze toegekend worden ter dekking van de uitgaven op grond waarvan het bedrag van de toelage wordt berekend.

**Art. 59.** De beginbalans van elke dienst wordt aan het Agentschap voorgelegd binnen zes maanden na de bekendmaking van het erkenningsbesluit in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 60.** De jaarrekeningen van elke dienst worden aan het Agentschap overgemaakt uiterlijk 31 mei van het jaar na het boekjaar.

Ze gaan eveneens vergezeld van de geconsolideerde jaarrekeningen van de juridische entiteit waaronder de dienst ressorteert of waarmee hij verbonden is via een controle of een unieke directie in de zin van de artikelen 5 en 10 van het Wetboek van vennootschappen ingevoerd door de wet van 7 mei 99.

Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

**Art. 61.** Als diensten worden verstrekt door een juridisch onderscheiden vereniging die evenwel met de dienst verbonden is via een controle of een unieke directie in de zin van artikelen 5 en 10 van het Wetboek van vennootschappen ingevoerd door de wet van 7 mei 1999, vermelden de dienstverstrekkers hun aanwezigheid in het adequaat register.

*Afdeling 10. — Verzekeringen*

**Art. 62.** Vóór elke begeleiding van een jongere gaat de dienst een verzekeringspolis aan :

1° ter dekking van de civiele aansprakelijkheid van de dienst of van de personen voor wie hij moet instaan voor elke schade opgelopen of veroorzaakt door de begunstigde. De polis moet vermelden dat de jongere de hoedanigheid van derde behoudt en, per schadegeval, alle schade dekken tot minimum 2 479 000 euro voor lichamelijke schade en 247 900 euro voor materiële schade. De verzekeringspolis moet desgevallend de dekking voorzien van collectieve activiteiten die plaatsvinden in de dienstlokalen;

2° ter dekking van alle schade veroorzaakt door een begunstigde die zijn civiele aansprakelijkheid niet in opspraak zou brengen of van alle schade die hem tijdens de begeleiding zou zijn toegebracht.

In dit geval dekt de verzekering het overlijden voor een bedrag van 12 394 euro en de behandelingskosten tot minimum 2 479 euro.

*Afdeling 11. — Verplichtingen betreffende de gebouwen en installaties*

**Art. 63.** De gebouwen en installaties bieden de begunstigen toegangsmogelijkheden ivm hun handicap.

*HOOFDSTUK II. — Controle*

**Art. 64.** De inspectiediensten hebben als opdracht na te gaan of aan de erkenningsnormen en -voorwaarden wordt voldaan. Ze evalueren regelmatig de tenuitvoerlegging van de projecten van de dienst. Daartoe evalueren ze in samenwerking met de diensten en de educatieve ploegen de werkmethodes, de kwaliteit van de dienstverleningen en -verstrekkingen, alsmede de vastlegging van de begeleidingsprojecten. Ze gaan na of de projecten daadwerkelijk bestaan en of ze bijgewerkt worden.

De inspectiediensten zien toe op de inachtneming van de voorschriften inzake toekenning en aanwending van toelagen en inzake boekhoudkundige verplichtingen.

**Art. 65.** De inspectiediensten vervullen bovendien een adviesfunctie tov de diensten en de begeleidingsploegen.

De positieve of negatieve opmerkingen en conclusies van de verschillende inspecties worden overgemaakt aan de inrichtende machten en aan de directies. Vandaar worden ze doorgestuurd naar de ondernemingsraad en(of) de vakbondsafvaardiging of het onderhandelings- en overlegcomité opgericht krachtens de wet van 19 december 1974.

#### Titel V. — Opvangbeleid

**Art. 66.** § 1. De bedoelde diensten mogen de jongere begeleiden voorzover hij beschikt over :

1° de beslissing tot tussenkomst van het Agentschap, bedoeld in artikel 21 van het decreet, waarbij de begeleiding noodzakelijk wordt geacht;

2° de voorlopige beslissing bedoeld in artikel 15 van het besluit van 4 juli 1996;

3° de beslissing van een bevoegde instelling van een ander gewest die krachtens een samenwerkingsakkoord uitwerking mag hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied.

§ 2. In afwachting van één van de beslissingen bedoeld in § 1, kan het Agentschap ermee instemmen dat de dienst tijdelijk een begunstigde begeleidt als hij of zijn wettelijke vertegenwoordiger reeds een individuele aanvraag om tussenkomst heeft ingediend met het oog op een begeleiding en voorzover binnen drie maanden één van de volgende stukken wordt overgelegd :

1° een door een andere administratie afgegeven bewijsstuk waarbij het bestaan van een handicap wordt bevestigd;

2° een attest ingevuld door een pluridisciplinaire ploeg van een erkend centrum bedoeld in artikel 39 van het besluit van 4 juli 1996;

3° een attest ingevuld door een pluridisciplinaire ploeg die niet onder de dienst ressorteert en die minstens een geneesheer, een psycholoog en een maatschappelijk of paramedisch werker telt;

4° een beslissing tot tussenkomst van het Agentschap in de opvang of in de opvang en huisvesting;

5° uitsluitend voor de diensten voor vroegtijdige hulpverlening : de overlegging van een stuk afgegeven naargelang het geval door :

a) een erkende ziekenhuisdienst,

b) een dienst erkend door het Rijksinstituut voor ziekte- en

invaliditeitsverzekering, een consultatiebureau van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Kind en Gezin).

De overlegging van één van deze stukken loopt niet vooruit op de beslissing die uit de analyse van het basisdossier zal voortvloeien.

§ 3. De beslissing van het Agentschap waarbij de begeleiding wordt toegestaan, mag niet genomen worden vóór de datum waarop de aanvraag bij aangetekend schrijven naar het bevoegde gewestelijk bureau van het Agentschap wordt verzonden, noch op de datum van opvang door de dienst.

§ 4. Als de begunstigde reeds in aanmerking komt voor een andere tussenkomst bepaald bij het besluit van 9 oktober 1997, worden geen bijkomende pluridisciplinaire gegevens voor de tussenkomst bepaald bij dit besluit vereist.

**Art. 67.** De diensten geven het bevoegde regionaal bureau van het Agentschap binnen drie dagen kennis van de berichten van opening en sluiting van de dossiers van de begunstigten die ze begeleiden.

**Art. 68.** Het dossier van de begunstigde mag niet meegerekend worden in het minimumaantal dossiers bedoeld in artikel 27 als het Agentschap niet concludeert tot de noodzaak van een begeleiding.

**Art. 69.** Een afwijking in verband met de leeftijd van de begunstigten kan door het Agentschap toegekend worden op grond van een individueel dossier.

**Art. 70.** Het Agentschap komt tussen voor de begeleiding van een begunstigde door één dienst.

De cumulatie is evenwel toegelaten voor een begunstigde die beroep doet op :

1° een dienst voor vroegtijdige hulpverlening of begeleiding voor volwassenen en een familiale plaatsing;

2° een dienst voor vroegtijdige hulpverlening of begeleiding voor volwassenen en een revalidatiecentrum;

3° een begeleidingsdienst voor volwassenen en een centrum voor beroepsvorming;

4° een begeleidingsdienst voor volwassenen en een aangepaste werkplaats.

Het Agentschap kan ook de cumulatie toelaten met een opvang of een begeleiding door een andere structuur op grond van een individueel project.

#### Titel VI. — Klachten

**Art. 71.** Elke klacht betreffende integratiehulp wordt per post gericht aan het Agentschap, dat binnen tien dagen ontvangst bericht. Het Agentschap geeft de inrichtende macht onmiddellijk kennis daarvan. Het onderzoekt de klacht binnen hoogstens zes maanden. Het geeft de klager, de directie en de inrichtende macht kennis van het gevolg dat aan de klacht wordt gegeven.

#### Titel VII. — Subsidiëring

##### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

**Art. 72.** § 1. Binnen de perken van de budgettaire kredieten ontvangen de diensten :

1° een jaarlijkse personeelstoelage;

2° een jaarlijkse werkingstoelage;

3° een toeslag wegens geldelijke anciënniteit;

4° een aanvullend bedrag bovenop de jaarlijkse toelage ter financiering van de loonschaalverhoging bedoeld in het akkoord met de Waalse non-profitsector.

§ 2. Het totaalbedrag van de toelagen dat voortvloeit uit de bepalingen van dit besluit wordt verminderd met de tegenwaarde van het bedrag dat eventueel gestort wordt door het Tewerkstellingsfonds aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering als compensatie voor de subsidiëring van de vergoeding bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 september 1989 tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

HOOFDSTUK II. — *Berekening van de jaarlijkse toelagen*

**Art. 73.** § 1. De bedragen van de jaarlijkse werkings- en personeelstoelage voor het lopende boekjaar wordt gehandhaafd voor de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleiding die erkend zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Hun personeelstoelage wordt verhoogd om 2,5 theoretische voltijdse equivalenten (ETPt) te financieren tegen de referentieschaal bedoeld in bijlage 3.

De referentieschaal bedoeld in het vorig lid houdt rekening met :

- a) de gemiddelde anciënniteit van het personeel van de dienst bepaald krachtens de bepalingen van artikel 26;
- b) een coëfficiënt werkgeverslasten van 54,15 % .

§ 2. Als de erkenning verlengd wordt na een omvorming bedoeld in artikel 85, 5°, d) van het besluit van 9 oktober 1997, worden die toelagen aangevuld met het saldo berekend krachtens de bepalingen van artikel 23, § 3, van bedoeld besluit.

85 % van dit saldo wordt toegekend aan de personeelstoelage, het resterend bedrag gaat naar de werkingstoelage.

§ 3. Voor de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en volwassenen begeleiding opgericht na de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingevolge een omvorming bedoeld in artikel 85, 5°, d) van het besluit van 9 oktober 1997, is het bedrag van de toelagen bedoeld in § 1 gelijk aan het saldo berekend krachtens de bepalingen van artikel 23, § 3, van bedoeld besluit.

Hoe dan ook wordt de omvorming zodanig uitgevoerd dat de werkingstoelage 18.407,97 bedraagt, gekoppeld aan het indexcijfer 126,83 van 1 juli 2000 en dat het saldo voor de personeelstoelage minstens de financiering van 2,5 theoretische voltijdse equivalenten (ETPt) toelaat tegen de referentieschaal bedoeld in bijlage 3.

De referentieschaal bedoeld in het vorig lid houdt rekening met :

- a) de gemiddelde anciënniteit van het personeel van de dienst bepaald krachtens de bepalingen van artikel 26;
- b) een coëfficiënt werkgeverslasten van 54,15 % .

**Art. 74.** De Regering bepaalt de bedragen van de toelage voor de diensten die worden opgericht of die mogen uitbreiden krachtens de bepalingen van titel IX.

**Art. 75.** Onverminderd de bepalingen van artikel 22, worden de jaarlijkse toelagen berekend over periodes van drie jaar aan het einde waarvan de bepalingen van artikel 31 in voorkomend geval worden toegepast.

**Art. 76.** De jaarlijkse toelage wordt tijdens het bestemmingsjaar voortijdig vereffend bij maandelijkse afbetalingen.

De maandelijkse afbetalingen worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen in het openbaar ambt.

HOOFDSTUK III. — *Toeslag wegens geldelijke anciënniteit*

**Art. 77.** § 1. Een toelagetoeslag voor het personeel wordt verleend aan de diensten waarvan het gezamenlijke personeel aan het einde van het bestemmingsjaar een gemiddelde geldelijke anciënniteit heeft die hoger is dan die bedoeld in artikel 26.

§ 2. De dienst bezorgt het Agentschap per aangetekende brief aan het einde van elk bestemmingsjaar uiterlijk 31 maart een kadaster van de tewerkstelling.

Behalve geval van overmacht, wordt het niet naleven van deze termijn, het poststempel geldt als bewijs, als volgt bestraft :

- 1° een boete gelijk aan 1/1000 van de jaarlijks te bekomen toelage per dag vertraging;
- 2° onverminderd deze boete, wordt een aanmaning bij ter post aangetekende brief opgestuurd, uiterlijk 21 dagen na de vertraging;
- 3° als het onderzoeksformulier binnen 10 dagen na het verzenden van de aangetekende aanmaning niet binnen is, wordt de jaarlijkse toelage teruggebracht op 90 % van het bedrag dat tijdens het vorig boekjaar verleend werd en dit, naar rato van het aantal erkende dossiers.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit is die waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar dat het voorwerp is van de toelage, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverstrekingen. Voor de personeelsleden die de dienst vóór die datum verlaten hebben, is de in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit die waarop zij recht hebben op de uittredingsdatum, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverstrekingen.

Het resultaat van de deling wordt vervolgens verminderd met een half jaar anciënniteit.

§ 3. De toeslag wordt toegekend naar rata van het aantal theoretische voltijdse equivalenten (ETPt), vermenigvuldigd met het verschil tussen de referentieloonschaal bedoeld in bijlage 4 bij de vastgestelde anciënniteit en diezelfde loonschaal bij de gemiddelde anciënniteit van het personeel aangesteld bij de dienst na de eerste erkenning.

**Art. 78.** Als de toeslag voor de eerste keer wordt toegekend, wordt hij automatisch in de vorm van voorschotten voor het volgende jaar betaald.

Als de anciënniteit kleiner is dan degene die als basis heeft gediend voor de toekenning van de voorschotten, wordt de toegekende toeslag aangepast.

HOOFDSTUK IV. — *Toeslag voor de financiering van de opwaardering van de personeelslonen in de non-profit sector*

**Art. 79.** De jaarlijkse personeelstoelage is het voorwerp van een toeslag die bestemd is voor de financiering van de opwaardering van de personeelslonen bepaald bij de raamovereenkomst van 16 mei 2000, volgens de procedure die vastligt in het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen die toegekend worden aan de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

HOOFDSTUK V. — *Controle op de jaarlijkse toelage*

**Art. 80.** § 1. Als het totaalaantal uren gepresteerd door het begeleidingspersoneel lager is dan het aantal uren waarvoor de dienst erkend is, geeft het Agentschap hem kennis van het bedrag dat ingevorderd moet worden overeenkomstig artikel 57 van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit.

Het bedrag wordt afgetrokken vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van kennisgeving.

§ 2. Als het totaalbedrag van de toelaatbare lasten kleiner is dan de overeenkomstige toelage, wordt het verschil ingevorderd bij de controle op het gebruik van de toelagen door het Agentschap, waarbij de invorderingen bedoeld in § 1 in mindering worden gebracht.

**Art. 81.** De lasten die in aanmerking mogen worden genomen, worden in de bijlagen 5 en 6 nader bepaald.

**Art. 82.** Na kennisgeving gaat het Agentschap over tot de rechtzetting en de ambtshalve invordering van de toelagen verleend op grond van onjuiste aangiften of waarvan het gebruik ongerechtvaardigd blijkt te zijn.

Ze worden rechtgezet en ingevorderd tijdens de tweede maand na die van de kennisgeving en kunnen het voorwerp uitmaken van een aanzuiveringsplan.

De diensten beschikken over een termijn van dertig kalenderdagen, waarbij de postdatum bewijskracht heeft, om elke rechtzetting of invordering te betwisten waarvan kennis wordt gegeven overeenkomstig dit besluit.

De diensten kunnen een aanvraag tot herziening van de toelage indienen binnen dertig kalenderdagen, te rekenen van de kennisneming van een gegeven dat het bedrag van de toelage betwist en waarvan zij geen weet hadden bij de kennisgeving ervan.

De dienst moet dan het bewijs leveren van de datum waarop hij kennis genomen heeft van bedoeld gegeven.

Titel VIII. — *Bijdragen van de begunstigten*

**Art. 83.** De diensten mogen de begunstigten verzoeken om een bijdrage van hoogstens 25 euro per maand, gekoppeld aan het indexcijfer 119,53 van 1 mei 1996.

De diensten mogen bovenop de bijdrage een toeslag eisen voor de kosten inherent aan een specifieke recreatieactiviteit of aan specifieke behoeften van de begunstigde met het oog op zijn welzijn en op zijn persoonlijke ontplooiing.

Als de toeslag door de dienst wordt geëist, moet de begunstigde of diens wettelijke vertegenwoordiger daarmee instemmen.

Titel IX. — *Programmering*

**Art. 84.** Een polyvalente dienst voor vroegtijdige hulpverlening dekt een zone dat minstens acht duizend kinderen van minder dan acht jaar telt.

Een polyvalente begeleidingsdienst voor volwassenen dekt een zone van minstens 50 000 inwoners.

De subregionale coördinatiecommissies (...) maken aan het einde van het eerste semester van elk jaar hun voorstel van subregionale programmering over aan de Waalse Regering.

De subregionale programmering voor de oprichting of omvorming van diensten wordt om de zes maanden door de Waalse Regering vastgelegd en wordt officieel bekendgemaakt.

Titel X. — *Overgangs-, wijzigings- en opheffingsbepalingen*

**Art. 85.** Voor de begeleidingsdiensten opgericht bij het decreet van 29 juli 1992 en erkend als begeleidingsdienst voor volwassenen op grond van dit besluit, alsook voor de diensten voor vroegtijdige hulpverlening opgericht bij het decreet van 12 juli 1990 en erkend als diensten voor vroegtijdige hulpverlening op grond van dit besluit zijn de bepalingen van artikel 47 van toepassing naargelang de natuurlijke vervanging van het tewerkgesteld personeel op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 86.** De werknemers die in een dienst voor vroegtijdige hulpverlening of voor begeleiding van volwassenen tewerkgesteld waren vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, behouden de bezoldiging gekoppeld aan de loonschaal en de andere geldelijke voordelen die op hen van toepassing waren.

**Art. 87.** In artikel 54, § 1, eerste lid, van het besluit van 4 juli 1996 wordt de inleidende zin vervangen als volgt : « De erkenning wordt slechts verleend aan de diensten en structuren bedoeld in artikel 24, tweede lid, van het decreet, met uitzondering van de diensten voor sociale integratie bedoeld krachtens het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren en de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleiding voor volwassenen bedoeld krachtens het besluit van de Waalse Regering van betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen, als de volgende principes in acht genomen worden : »

**Art. 88.** In artikel 2 van het besluit van 9 oktober 1997 wordt het punt 17° vervangen met de volgende bepaling :

« 17° de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleiding voor volwassenen : de diensten bedoeld krachtens het besluit van de Waalse Regering van betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen;

**Art. 89.** In artikel 85, 5° van besluit van 9 oktober 97 worden de punten *f*) en *g*) opgeheven.

**Art. 90.** De bepaling van punt *d*) van artikel 85, 5° van het besluit van 9 oktober 97 wordt vervangen door de volgende bepaling : « van de tenlasteneming van jongeren en volwassenen in tenlastenemingen door een residentieële overgangsdienst of van dossiers in een dienst voor vroegtijdige hulpverlening, voor integratiehulp of begeleiding voor volwassenen : ».

**Art. 91.** Krachtens de bepalingen bedoeld in artikel 74 van het decreet worden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit de volgende besluiten opgeheven :

1° het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 12 juli 1990 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening aan gehandicapte kinderen;

2° het besluit van de Waalse Regering van 13 april 1995 tot uitvoering van het decreet van 28 juli 1992 betreffende de begeleidingsdiensten voor volwassen gehandicapten

**Art. 92.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

**Art. 93.** De Minister tot wiens bevoegdheden het gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

---

Bijlage 1 (bedoeld in artikel 38)

Dienstproject - Schets

1. OVERZICHT VAN HET PROJECT.

2. FINALITEIT EN DOELSTELLINGEN.

3. DOELGROEPEN :

a) soorten handicap;

d) leeftijd;

c) varia.

4. OVEREENKOMST en FINANCIËLE BIJDRAGE.

5. GEOGRAFISCHE WERKINGSSFEER.

6. ORGANISATIE VAN DE DIENST :

a) werkorganisatie;

b) diverse vergaderingen;

c) dienstregeling van de interveniënten;

d) openingsuren.

7. COMMUNICATIESTRATEGIE :

Bijvoorbeeld : openbaarheid-voorlichting, bewustmaking, contacten met de algemene diensten;

8. THEORETISCHE VERWIJZINGEN.

9. METHODOLOGIE :

a) methode voor het onderzoek naar de behoeften :

Bijvoorbeeld :

• inzake : zelfontplooiing, sociale interacties, fysiek welzijn, psychologisch welzijn.

• \* op de volgende vlakken : relationeel, affectief, cognitief; materieel.

b) Tussenkostmethodes op verschillende gebieden, meer bepaald :

- ontwikkeling van de bekwaamheden en potentialiteiten van het kind, samenwerking met de gezinnen (partnerschap), deelname aan netwerkpraktijken, mobilisering van de gemeenschappelijke hulpbronnen, beroep op de algemene diensten inbegrepen.

10. EVALUATIEWIJZEN :

a) evaluatie van de dienst in zijn gezamenlijke opdrachten;

b) evaluatie van de individuele projecten naar gelang van de verwachte resultaten;

11. HUMAN RESOURCES :

a) personeel;

b) vorming.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

Bijlage 3 (bedoeld in de artikelen 12, 46, en 77).

*Kwalificatie- en vormingsvereisten voor het personeel van de diensten met het oog op de bepaling van de toelagen*

A. Begeleidingspersoneel.

1. De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie, met uitzondering van het diploma van bibliothecaris-documentalist.

2. De personeelsleden die in een dienst voor vroegtijdige hulpverlening of voor begeleiding van volwassenen tewerkgesteld waren en die op de datum van inwerkingtredingen van dit besluit niet beschikten over de minimale kwalificatie vereist in punt 1.

B. Administratief personeel

1 Klerk

De houders van één van de volgende titels :

\* einddiploma of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs).

\* eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling "Travaux de bureau", uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

2. Kopiist (braille) 2e klasse

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.

3. Opsteller

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) voor zover de vorming beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

4. Boekhouder-klasse II

Einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

5. Kopiist (braille) 1e klasse

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

6. Boekhouder-klasse I

• De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting waarvan de kwalificatie beantwoordt aan de normale eisen van de functie;

• \* De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

7. Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informatica oriëntering :

De houders van het diploma dat die titel verleent.

8. De personeelsleden die in één van de functies bedoeld in de punten 1 tot 7 in een dienst voor vroegtijdige hulpverlening of voor begeleiding van volwassenen tewerkgesteld waren en die op de datum van inwerkingtredingen van dit besluit niet beschikten over de minimale kwalificatie hierboven vereist.

C. Arbeiderspersoneel.

1. Arbeiderspersoneel categorie I

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

2. Arbeiderspersoneel categorie III

Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

D. Directeur

1. De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie, die bovendien de twee volgende voorwaarden vervullen :

- het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstanciënniteit in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector personenverzorging;

- het beschikken over of het behalen ten laatste vier jaar na de eerste september die volgt op hun aanwerving van een post-graduaat "kader in de non-profit sector" ingericht door het hoger onderwijs voor sociale promotie ofwel van een licentiaat in de arbeidswetenschappen van het universitair onderwijs.

2. De directeurs die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, waren aangeworven klasse 1 binnen een dienst erkend krachtens het besluit van 9 oktober 1997 en die op die datum over de door het bedoelde besluit vereiste kwalificaties beschikten.

3. De personeelsleden van de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleiding die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit als coördinator waren aangeworven.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## BIJLAGE 3 (bedoeld in de artikelen 26, 73 en 79)

## REFERENTIESCHAAL (Indexcijfer 100 = 01/01/1990)

Geldelijke anciënniteit	Referentie- schaal in
0	15.625,89
1	15.939,50
2	16.253,11
3	16.566,72
4	16.566,72
5	17.104,48
6	17.104,48
7	17.642,24
8	17.642,24
9	20.241,20
10	20.241,20
11	20.778,93
12	20.778,93
13	21.316,69
14	21.316,69
15	21.854,44
16	21.854,44
17	22.392,17
18	24.244,28
19	24.782,04
20	24.782,04
21	25.319,80
22	25.319,80
23	25.857,53
24	25.857,53
25	26.395,28
26	26.395,28
27	26.933,01
28	26.933,01
29	26.933,01
30	26.933,01
31	26.933,01

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE



## BIJLAGE 4 (bedoeld in artikel 26, alinea 2)

## PERSONEELSQUOTA'S BUITEN TEGEMOETKOMING (ETPhi)

Voltijdse equivalenten >	Totaal
0	0,75
5	1,25
10	1,75
15	2,25

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## Bijlage 5 (bedoeld in artikel 83)

*Principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen.*

I. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden;

1) ze moeten betrekking hebben op de begunstigten voor wie een gewestelijk bureau een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een opvang door de dienst. Als de dienst personen opvangt voor wie het gewestelijk bureau geen gunstige beslissing heeft genomen, worden de door de dienst geboekte lasten verminderd naar verhouding van het aantal dossiers betreffende de begunstigten voor wie een gewestelijk bureau een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een opvang door de dienst;

2° ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;

3° ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten ervan.

4° ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Meer bepaald de vzw's die onder een controle of één enkele directie staan in de zin van de artikelen 5 en 10 van het Wetboek van vennootschappen ingevoerd door de wet van 7 mei 1999 vormen derden onder elkaar voorzover hun respectieve boekhoudingen op een geldige wijze gecontroleerd kunnen worden;

5° ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval moet de bewijskracht van de lasten door het Agentschap vastgesteld kunnen worden;

6° ze mogen niet betrekking hebben op vaste bedragen, behalve wanneer deze gerechtvaardigd worden bij een overeenkomst die de voorwaarden uitvoerig vermeldt waaronder de diensten verstrekt en bezoldigd worden;

7° ze moeten in voorkomend geval voortvloeien uit een boeking die uitgevoerd werd op basis van een verdeelsleutel die aan objectieve, realistische en concrete criteria beantwoordt.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden niet in aanmerking genomen :

2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld.

1) het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor het personeel van de ministeries bepaald werd bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001;

2) de beleggingswaarden, met inbegrip van grote herstellingen en groot onderhoud boven 500 euro, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;

3) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;

4) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

5) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;

6) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;

7) de huurlasten onder V.Z.W.'s of stichtingen, behalve als ze overeenstemmen met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van het betrokken gebouw waarvoor de overheid geen toelage verleent. Alleen in dit geval kunnen de lasten die de verhuurder geacht wordt op zich te nemen krachtens de wetten op de huurcontracten, als lasten van de huurder beschouwd worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld.

1) In de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleiding voor volwassenen stemmen de bezoldigingen niet overeen met de weddeschalen van het personeel van de diensten van de Waalse Regering op grond van volgend tabel tenzij die hoger liggen op grond van het besluit van 12 juli 2001 :

FUNCTIES	Weddeschaal van het personeel van de diensten van de Waalse Regering
Opvoeders A2 en Opstellers	C3
Opvoeders A1	B3
Maatschappelijke assistenten	B2
Coördinatoren	A6
Licenciaten psychologie	A6

2) de extra-legale werkgeverslasten en de bijkomende voordelen die niet voorkomen op de lijst onder punt I van bijlage 7 bij dit besluit;

3) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;

4) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;

5) de dotaties en de aanwendungen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;

6) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekkingen worden vermeld;

7) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de R.S.Z. en/of bij de Administratie van de belastingen;

8° de verbrekingsvergoedingen, behalve die betreffende de directeur.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld.

de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :

a) 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300.

b) 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301.

c) 3 % voor de gebouwen en bebouwde terreinen bedoeld in rekening 63020, met uitzondering van de grote onderhouds- en herstellingswerken (rekening 63020X) die tegen 10 % afgeschreven worden.

d) 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021, met uitzondering van het educatieve materieel dat tegen 10 % afgeschreven wordt. Het informaticamaterieel kan echter tegen 33 % afgeschreven worden.

e) 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X.

f) 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X.

g) Eén van de bovenvermelde percentages naar gelang van het soort goed dat het voorwerp is van de leasing of op grond van soortgelijke rechten.

h) Het Agentschap kan een afwijking van deze percentages toestaan in geval van aankoop van tweedehands- of prefabgoederen. De afwijking is met redenen omkleed en wordt bij ter post aangetekend schrijven aangevraagd.

2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;

3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;

4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;

5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld.

1) de op rekening 640 aangerekende boeten;

2) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld.

1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang het soort, in de volgende rekeningen :

65000- « Financiële lasten van investeringsleningen », 65001-« Financiële lasten leasing », 65002-« Financiële lasten kaskredieten - » AWIPH« - uitstel of dwingende reden », 65003-« Financiële lasten kaskredieten - Andere », 6570-« Financiële lasten bankrekeningen », 6571-« Financiële lasten - beleggingen »;

2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het Agentschap moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op bovenvermeld krediet rechtvaardigt;

3) de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld.

- de uitzonderlijke kosten bedoeld in rekening 660;

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld.

- de kosten voor aanwendungen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Varia :

1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

3) de lasten betreffende de terugbetalingen van administratiekosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

### 3. Van de lasten worden afgetrokken :

1) de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit;

2) de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;

3) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancyfairs of andere handelingen mbt de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten mbt de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;

4) de lasten betreffende de organisatie van fancyfairs of andere handelingen mbt de opvraging van private storting, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van gesuperviseerde appartementen voortkomen. Ze moeten naargelang van het type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

### 4. Toekenning van de lasten aan de verschillende toelagen :

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit :

- Worden beschouwd als lasten die behoren bij de jaarlijkse personeelstoelage bedoeld in titel VII, de lasten die op geldige wijze worden ondergebracht in de rekeningen 618 en 62 vermeld in het genormaliseerd boekhoudplan bedoeld in artikel 73.

- De andere lasten behoren bij de jaarlijkse werkingstoelage bedoeld in titel VII.

- Als de jaarlijkse personeelstoelage onvoldoende is om het geheel van de daarop betrekking hebbende lasten te dekken, kunnen deze gedekt worden door de jaarlijkse werkingstoelage zoals bedoeld in artikel 73

### 5. Financiële controle :

Wanneer een dienst deel uitmaakt van een administratieve cel die uit gesubsidieerde diensten bestaat op grond van het besluit van 9 oktober 1997, wordt het gebruik van de toelagen van die dienst gecontroleerd door de verleende toelagen en de per sectie te boeken lasten op te tellen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

## BIJLAGE 6 (bedoeld in artikel 73 en in bijlage 5)

*Personeelskosten die in aanmerking kunnen worden genomen.*

### I. Bijkomende voordelen.

1) De bijkomende voordelen bestaan uitsluitend uit :

een bijzondere jaarlijkse toelage voor een bedrag zoals bepaald in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen betreffende de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen voor gehandicapte personen, die in maandelijke tranches te betalen is aan alle personeelsleden, geneesheren uitgezonderd.

Voor personeelsleden die deeltijds werken, is de toelage evenredig aan de effectieve dienstverstrekkingen;

2) een loontoeslag van 50 % op grond van het gesubsidieerde uurloon, die naar rato van maximum 11 uur per zondag verleend wordt voor diensten die op zondag door de personeelsleden (begeleiders of arbeiders) verstrekt worden.

De maximale duur van de per zondag in aanmerking genomen dienstverstrekkingen is beperkt tot 16 uur, rekening houdende met het vigerende zondagsstelsel dat vastgesteld is op grond van het aantal aanwezige gehandicapte personen;

3) Een bijzondere dagelijkse forfaitaire vergoeding van 24,78 euro, gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990 op grond van het indexcijfer van de huidige consumptieprijzen, vastgesteld op 1 januari 1984, voor de personeelsleden die de begunstigden begeleiden, om hun reële bijkomende lasten te dekken voor de door de diensten georganiseerde vakantieverblijven, en die recht geeft op een beperkte terugbetaling van de gemaakte kosten.

Met uitzondering van de eerste en de laatste dag van de vakantie, kan deze vergoeding slechts verleend worden voor elke aanwezigheidsperiode van 24 uur per dag in het vakantiecentrum.

Deze dagelijkse forfaitaire vergoeding wordt verleend voor maximum dertig dagen per begeleider.

4) Een eindejaarstoelage berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Waalse Gewest.

### II. Geldelijke anciënniteit.

De geldelijke anciënniteit van het begeleidend personeel en de directeurs wordt berekend op basis van het aantal jaren waarvoor de werknemers van de volgende sectoren voltijds of deeltijds betaald worden door hun werkgever :

1) de instellingen die door het Agentschap, het voormalige Fonds 81 en het voormalige « FCIPPH » erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten,

2) de instellingen die door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten,

3) de diensten van Hulpverlening aan de Jeugd en van de voormalige Jeugdbescherming,

4) de « O.N.E. »,

5) de erkende centra,

6) de instellingen die door de Algemene Directie Sociale Zaken en Volksgezondheid van het Federale Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Levenssfeer erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten,

- 7) de instellingen die door het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten,
- 8) de scholen van het buitengewoon onderwijs,
- 9) de instellingen die een overeenkomst hebben gesloten met het RIZIV.

Het bevallings- en borstvoedingsverlof, de loopbaanonderbreking van maximum één jaar die recht geeft op een onderbrekingsuitkering, en het tien dagenverlof om dwingende redenen worden meegerekend.

Wat het niet-educatieve personeel betreft, met uitzondering van de directeurs en maatschappelijke assistenten, kan ook elke dienst meegerekend worden die eerder deeltijds of voltijds verstrekt werd in een gelijksoortige functie als degene die het bekleedt bij zijn aanwerving in een door het Agentschap erkende instelling.

Onder gelijksoortige functie wordt verstaan :

- voor het administratieve personeel : alle functies die in bijlage 2 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn;
- \* voor het arbeiderspersoneel : alle functies die in bijlage 2 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn.

Die dienstverstrekkingen worden pas in aanmerking genomen vanaf de datum waarop het personeelslid de in bijlage 7 bij dit besluit vastgelegde leeftijd bereikt. Voor het personeel dat sinds 10 mei 2001 is tewerkgesteld in een door het Agentschap erkende dienst, is de leeftijd van ranginneming voor de berekening van de geldelijke anciënniteit degene die vastligt in bijlage 9 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Die dienstverstrekkingen worden slechts in aanmerking genomen voorzover betrokken personeelslid indertijd beschikte over het diploma dat vereist werd om die functie uit te oefenen.

De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 in dienst waren in instellingen erkend door het Fonds voor medisch-socio-pedagogische zorgverlening aan gehandicapten of door de Dienst Jeugdbescherming behouden hoe dan ook het voordeel van de geldelijke anciënniteit die hen indertijd officieel toegekend werd.

Het bewijs van de verstrekte diensten wordt door de betrokkenen geleverd op grond van de stortingen verricht bij een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas. De bevoegde diensten mogen elk ander bewijsstuk eisen.

### III. Benoemingen, bevorderingen en functieveranderingen

§ 1. De bezoldiging van een personeelslid met een directiegraad mag niet lager zijn dan die voorzien voor de functie waarop zijn diploma recht geeft in de dienst waar het tewerkgesteld is.

§ 2. Het personeelslid dat tot een andere graad in dezelfde dienst bevorderd wordt, behoudt de gezamenlijke geldelijke anciënniteit die hem toegekend werd op basis van de criteria bedoeld onder punt II van deze bijlage.

In geval van functieverandering binnen dezelfde instelling kan de geldelijke anciënniteit insgelijks opgewarderd worden overeenkomstig de bepalingen onder punt II van deze bijlage.

### IV. Komen niet in aanmerking :

1) de bezoldigingen uitgekeerd aan de pensioengerechtigde personeelsleden die krachtens de wetgeving op de pensioenen een ongeoorloofde beroepsactiviteit uitoefenen;

2) het deel van de bezoldigingen en de wettelijke werkgeverslasten boven de bedragen voor rekening van de overheid voor een volledige uurrooster, onverminderd de betaling van de in aanmerking komende extra-uren en van de diensten verstrekt in het kader van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd ten gunste van de personeelsleden tewerkgesteld door die diensten.

Deze bepaling is eveneens van toepassing op personeelsleden met verschillende deeltijdse functies die gesubsidieerd worden of voor rekening zijn van de overheid.

3) de lasten van het personeel waarvan de kwalificaties niet overeenstemmen met de vereiste titels bedoeld in bijlage 2.

### V. Indeling van de beroepsloopbaan.

De maandelijks bijdrage die gestort wordt in het Sociaal Fonds "Old Timer" krachtens de Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 januari 2003 zoals afgesloten binnen het Paritair comité 319.02 tot instelling van de bepalingen betreffende de indeling van de beroepsloopbaan, genaamd "Plan Tandem", wordt beschouwd als een in aanmerking te nemen last.

Voor de openbare sector, moet deze voorziening voorafgaandelijk erkend worden door de Regering en dezelfde voordelen en garanties bieden als diegene voorzien in de bovengenoemde Collectieve arbeidsovereenkomst.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

## BIJLAGE 7 (bedoeld in bijlage 6)

## WEDDESCHALEN

Bedoeld bij besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2001 tot verhoging van de jaarlijkse toelagen voor de residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen

Functie	Categorieën	Loonschaal (schaalnummer)	Min. Leeftijd
Directeur		25	24
Begeleidingspersoneel	Licentiaat pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering	27	24
	Graduaat pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering	19	23
Administratief personeel	Licentiaat economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica	27	24
	Graduaat of regentaat economische, juridische, administratieve oriëntering of informatica.	19	23
	Opsteller	17	20
	Klerk	4	18
	Boekhouder Kl 1	18	23
	Boekhouder Kl 2	8	20
	Kopiist A3	4	18
	Kopiist A2	17	20
Arbeider	Arb. Cat 1	1	18
	Arb. Cat 3	3	18

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

---

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2004 — 2084

[2004/201731]

**22 AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant différents arrêtés relatifs aux aides aux personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 24 février 2000, 3 mai 2001, 29 novembre 2001 et 13 décembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 portant augmentation des subventions annuelles des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 décembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2003;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des Personnes handicapées, donné le 16 février 2004;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 5 février 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 29 mars 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifié par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Le titre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2001 est remplacé par le titre suivant : « Arrêté du Gouvernement wallon portant augmentation des subventions annuelles des services d'aide aux activités de la vie journalière, des services résidentiels, d'accueil de jour, de placement familial, d'aide à l'intégration, d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées ».